

# DIALOGUE GLOBAL

4.2

4 numéros par an, en 14 langues

La vocation de  
la sociologie

Dorothy Smith,  
Herbert Gans

Entre sociologie  
et politique

Entretien avec  
Nicolás Lynch

Révolte en  
Ukraine

Volodymir Paniotto,  
Volodymir Ishchenko

Changement  
climatique

Yuan Tseh Lee et  
Andrew Wei-Chih Yang,  
Herbert Docena

Chine :  
La vraie révolution

Feizhou Zhou,  
Yonghong Zhang,  
Ying Xing

- > **La colonialité du pouvoir**
- > **Le Chiapas fait face aux inégalités**
- > **Dans les prisons syriennes**
- > **Le destin des femmes iraniennes**
- > **Jan Szczepański : Construire des ponts**
- > **La néolibéralisation de l'enseignement supérieur polonais**
- > **Lettre ouverte des étudiants polonais**
- > **L'équipe de Dialogue Global en Turquie**

NEWSLETTER



Association  
Internationale  
de Sociologie



VOLUME 4 / NUMÉRO 2 / JUIN 2014  
<http://isa-global-dialogue.net>

DG



# > Éditorial

## Faire face à un monde d'inégalités

**V**oici le dernier numéro de *Dialogue Global* avant le Congrès mondial de sociologie qui se tiendra en juillet à Yokohama et qui devrait connaître un record d'assistance, avec plus de 5.500 participants. Le thème du Congrès – *Faire face à un monde d'inégalités* – est en passe de devenir l'un des problèmes majeurs du siècle. Alors que le problème des inégalités constituait autrefois le monopole de la sociologie, les économistes s'investissent aussi sur ce terrain – comme en témoigne l'événement suscité par la publication du livre de Thomas Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*.

Ce numéro de *Dialogue Global* se confronte aussi à ce monde d'inégalités. Yuan Lee et Andrew Yang montrent comment notre intérêt commun à inverser la tendance en matière de réchauffement climatique peut aussi nous diviser, ce que souligne également Herbert Docena. Dans le rapport qu'il livre sur la dernière conférence climat de l'ONU, il explique comment les puissants – sous la houlette des États-Unis – imposent leurs « solutions » au reste du monde, en les présentant comme étant dans l'intérêt du reste du monde. Le reste du monde désapprouve mais, jusqu'à présent, se montre faible et divisé. On peut, comme César Germana, analyser cela en termes de colonialité du pouvoir, qui serait à l'origine de tant d'inégalités dans le monde. Nous voyons ce processus à l'œuvre en Ukraine – représentée ici à travers les articles de Volodymyr Ishchenko et Volodymyr Paniotto –, où la résurgence de la guerre froide a conduit à diviser et à briser la révolte de ceux qui se sont insurgés contre les oligarques au pouvoir.

L'une des raisons pour lesquelles les inégalités globales entre les nations n'ont pas augmenté autant que les inégalités au sein des nations réside dans l'essor des pays semi-périphériques, en particulier l'Inde et la Chine. Mais à quel prix ? Les sociologues chinois Feizhou Zhou, Ying Xing et Yonghong Zhang s'éloignent des citadelles étincelantes de Shanghai et Pékin pour s'intéresser à l'arrière-pays rural qui est en train d'être transformé en nouveau paysage urbain, aux dépens des paysans-ouvriers qui, dépossédés de leurs terres, alimentent l'incommensurable richesse des nouvelles élites. Nous apprenons que les paysans ne restent pas sans réagir, bien que les obstacles qu'on oppose à leur protestation soient considérables.

Aux cris de « pain, liberté et justice sociale », les Égyptiens ont, il y a trois ans, mis fin à la dictature du président Mubarak. Après avoir expérimenté la démocratie, ils se retrouvent à nouveau confrontés au pouvoir répressif des militaires. Les espoirs du Printemps arabe ont été anéantis ailleurs aussi, avec la guerre civile qui fait rage en Syrie, déversant ses réfugiés en Jordanie, au Liban et en Turquie. Ce que l'on sait moins, ce sont les horreurs de la torture pratiquée dans les prisons syriennes, qui sont rapportées ici par Abdulhay Sayed. Mais tout n'est pas sombre dans la région. La sociologue iranienne Shirin Ahmad-Nia retrace les progrès spectaculaires du bien-être des femmes depuis la Révolution de 1979. On constate des progrès là où l'on s'y attend le moins.

Pendant ce temps, l'Europe de l'Est reste sous l'emprise du néolibéralisme, qui gagne maintenant l'enseignement supérieur, avec les conséquences prévisibles qui sont décrites par le Laboratoire de Sociologie Publique de Varsovie. Nous rappelant une période très différente, des membres de ce même Laboratoire dressent un portrait émouvant de Jan Szczepański, Président de l'ISA de 1966 à 1970, qui fut un partisan convaincu et très engagé du « socialisme à visage humain ».

> ***Dialogue Global* est disponible en 14 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à [burawoy@berkeley.edu](mailto:burawoy@berkeley.edu)**



**Dorothy Smith**, féministe renommée, rapporte comment elle est devenue féministe et comment elle a développé une nouvelle approche de la sociologie : l'ethnographie institutionnelle.



**Herbert Gans**, sociologue américain de renom, met en avant son idée de la sociologie publique, en suggérant que les sociologues s'intéressent surtout à l'avenir.



**Nicolás Lynch**, à la fois sociologue et homme politique péruvien, raconte comment il est parvenu à concilier tout au long de sa vie une activité d'homme politique de gauche semée d'embûches et une carrière universitaire féconde.

## > Comité de rédaction

**Directeur de la publication :** Michael Burawoy.

**Responsables d'édition :** Lola Busuttill, August Bagà.

**Rédacteurs en chef associés :**

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa,  
Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

**Rédacteurs-consultants :**

Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu,  
Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez,  
Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi,  
Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato,  
Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Chin-Chun Yi,  
Elena Zdravomyslova.

**Équipes régionales**

**Monde arabe :**

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

**Brésil :**

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Andreza Galli,  
Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior,  
Lucas Amaral, Rafael de Souza.

**Colombie :**

María José Álvarez Rivadulla,  
Sebastián Villamizar Santamaría,  
Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán Santamaría.

**Inde :**

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Jyoti Sidana,  
Ritu Saraswat, Nidhi Bansal, Uday Singh.

**Iran :**

Reyhaneh Javadi, Najmeh Taheri, Hamidreza Rafatnejad,  
Faezeh Esmaili, Saghar Bozorgi, Faezeh Khajezadeh.

**Japon :**

Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno,  
Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda,  
Yu Fukuda, Michiko Sambe, Yuko Hotta,  
Yusuke Kosaka, Shuhei Naka, Kiwako Kase,  
Misa Omori, Kazuhiro Kezuka.

**Pologne :**

Krzysztof Gubański, Emilia Hudzińska, Kinga Jakiela,  
Kamil Lipiński, Karolina Mikołajewska,  
Mikołaj Mierzejewski, Adam Müller,  
Przemysław Marcowski, Patrycja Pendrakowska,  
Zofia Penza, Konrad Siemaszko.

**Roumanie :**

Cosima Rughiniș, Ileana Cinziana Surdu,  
Adriana Bondor, Ramona Cantaragiu, Ioana Cărtărescu,  
Miriam Cihodariu, Daniela Gaba, Mihai Bogdan Marian,  
Mădălin Răpan, Alina Stan, Elena Tudor.

**Russie :**

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova,  
Elena Nikiforova, Asja Voronkova.

**Taïwan :**

Jing-Mao Ho.

**Turquie :**

Yonca Odabaş, Günnur Ertong, Ilker Uurlu,  
Zeynep Tekin.

**Consultants médias :** Gustavo Taniguti, José Reguera.

**Consultante éditoriale :** Abigail Andrews.

## > Dans ce numéro

Éditorial : Faire face à un monde d'inégalités **2**

La vocation de la sociologie – Généalogie de l'ethnographie institutionnelle  
**Dorothy E. Smith, Canada** **4**

La vocation de la sociologie – L'avenir en ligne de mire  
**Herbert Gans, États-Unis** **6**

### > AMÉRIQUE LATINE

Entre sociologie et politique  
**Entretien avec Nicolás Lynch, Pérou** **8**

La colonialité du pouvoir  
**César Germana, Pérou** **12**

Le Chiapas fait face à un monde d'inégalités  
**Markus S. Schulz, États-Unis** **15**

### > MOYEN-ORIENT

Dans les prisons syriennes  
**Abdulhay Sayed, Syrie** **18**

Des progrès ambivalents pour les femmes iraniennes  
**Shirin Ahmad-Nia, Iran** **20**

### > RÉVOLTE EN UKRAINE

Euromaïdan : Portrait d'une rébellion  
**Volodymyr Paniotto, Ukraine** **22**

La révolution n'a même pas commencé  
**Volodymyr Ishchenko, Ukraine** **25**

### > CHANGEMENT CLIMATIQUE

Transformer le développement humain  
**Yuan Tseh Lee et Andrew Wei-Chih Yang, Taïwan** **27**

Notre destin est entre les mains du marché  
**Herbert Docena, Philippines** **29**

### > CHANGEMENT ET RÉSISTANCE EN CHINE

Péripéties et ravages de l'urbanisation chinoise  
**Feizhou Zhou, Chine** **33**

Expropriations de terres et corruption  
**Yonghong Zhang, Chine** **36**

Aiguillage d'une protestation : Le cas du barrage des Trois-Gorges  
**Ying Xing, Chine** **38**

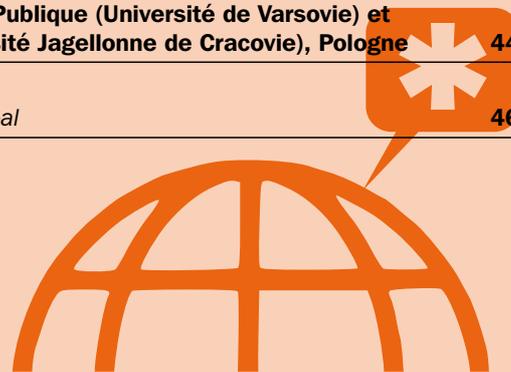
### > POLOGNE

Jan Szczepański – La construction d'un pont fragile  
**Adam Müller, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski,  
Krzysztof Gubański et Karolina Mikołajewska, Pologne** **40**

Mainmise néolibérale sur l'enseignement supérieur  
**Dariusz Jemielniak et Karolina Mikołajewska, Pologne** **42**

Lettre ouverte sur la réforme de l'enseignement supérieur  
**du Laboratoire de Sociologie Publique (Université de Varsovie) et  
de la Section Critique (Université Jagellonne de Cracovie), Pologne** **44**

L'équipe turque de *Dialogue Global* **46**



# > Généalogie de l'ethnographie institutionnelle

**Dorothy E. Smith**, Université de Victoria (Canada)



**Dorothy Smith** est une pionnière de la sociologie féministe et de ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'« ethnographie institutionnelle », qui situe le vécu quotidien dans un contexte plus large, en particulier celui des « rapports de domination ». Elle est l'auteur de nombreux écrits devenus des classiques, à commencer par son article fondateur « *Sociology for Women* » [La sociologie pour les femmes], et parmi lesquels figurent des livres comme *The Everyday World as Problematic: A Feminist Sociology* (1987) [Le quotidien comme champ d'investigation : Une sociologie féministe], *The Conceptual Practices of Power: A Feminist Sociology of Knowledge* (1990) [Les pratiques conceptuelles de pouvoir : Une sociologie féministe de la connaissance] et *Institutional Ethnography: A Sociology for People* (2005) [Ethnographie institutionnelle : Une sociologie pour les gens]. Elle a reçu de nombreux prix de l'Association américaine de Sociologie, de l'Association canadienne de Sociologie et de celle d'Anthropologie. Inspirée par ses travaux, l'ISA compte désormais un Groupe Thématique d'Ethnographie institutionnelle (TG06).

Dorothy Smith.

**I**l n'est pas facile pour moi d'aborder la sociologie comme une vocation, de la percevoir comme quelque chose qui m'a attiré irrésistiblement au point de consacrer ma vie intellectuelle à travailler dans ce domaine. J'ai embrassé la profession de sociologue par accident ou plutôt à la suite d'une série d'accidents : des accidents liés à mon parcours personnel d'abord, puis des accidents liés à l'histoire de deux mouvements sociaux auxquels j'ai participé et qui ont radicalement changé mon rapport à la sociologie traditionnelle.

Les accidents : En 1952, j'ai intégré la London School of Economics (LSE) car mon travail de secrétaire m'ennuyait profondément et je pensais qu'un diplôme universitaire me permettrait de trouver un travail plus intéressant. J'y ai obtenu une licence en sciences sociales et rencontré puis épousé Bill Smith, puis je suis partie avec lui faire un doctorat de sociologie à l'Université de Californie à Berkeley – alors qu'à la LSE je m'étais spécialisée en anthropologie sociale.

Berkeley a été une expérience radicalement différente. À la LSE, on n'apprenait pas la sociologie en tant que telle. On lisait et étudiait les théories des sociologues comme Durkheim, Marx ou Weber ; on s'initiait à la démographie, à l'imaginaire des théories génétiques sur la race, aux pratiques de la philosophie sociale et à l'éthique ; on parlait et débattait. À Berkeley, j'ai découvert avec stupeur que pour obtenir de bonnes notes aux cours que je suivais, il me fallait accepter le point de vue de mes professeurs. J'ai également été choquée de constater que le débat politique était exclu du campus – c'était encore l'époque du maccarthysme.

Rétrospectivement, je me rends compte que pendant mes années d'études à l'université entre 1955 et 1963, la sociologie était conçue comme une discipline profes-

>>

sionnelle spécifique, sans aucun lien avec son passé politiquement ambigu. Ses liens avec l'héritage de l'école de Chicago étaient mis de côté et, dans le contexte politique changé et changeant qui régnait à l'époque du maccarthysme, les sociologues, à Berkeley et ailleurs, s'employaient activement à tourner la page de manière à réprimer tout lien éventuel avec des considérations politiques socialistes (qui survivaient encore dans les travaux de C. Wright Mills). L'ouvrage de Talcott Parsons, *The Structure of Social Action*, a eu une influence considérable dans la refonte de sciences sociales où Marx et la pensée marxiste n'avaient pas leur place. À l'époque, cette nouvelle conception de la sociologie impliquait un renouvellement conceptuel : par exemple, le concept de stratification sociale a supplanté celui de classe sociale ; ou encore, dans un contexte sociétal de domination croissante des grandes entreprises, s'est développée une rationalité dépourvue de sens, la théorie organisationnelle (prête à être, bien entendu, recyclée sur le plan managérial).

Revenons aux accidents : Bill, mon mari, est parti de la maison un matin de 1963 ; nous avons deux enfants, dont l'un n'avait à l'époque que neuf mois. Je me suis retrouvée avec la responsabilité non seulement de m'en occuper seule mais aussi de devenir la principale source de revenu de la famille. J'ai alors réalisé qu'il me fallait publier. J'avais adoré faire de la recherche et écrire mais je n'avais pas pensé jusque-là que publier pouvait être important ; il me fallait désormais changer ; il me fallait en faire ma profession. Et c'est ce que j'ai fait.

En 1968, j'ai obtenu un poste à l'Université de British Columbia au Canada. Je l'avais choisie, avec mon fils aîné alors âgé de huit ans, parmi d'autres possibilités (il y avait de plus en plus d'universités à cette époque-là) parce que sur une carte de Vancouver, nous avons remarqué qu'au nord de la péninsule où se trouvait l'université, il n'y avait plus de routes.

Toujours dans le registre des accidents : Après deux ans, le mouvement de « canadianisation » m'a gagnée. Le processus de canadianisation était surtout bien engagé en littérature et en histoire, mais les sociologues au Canada étaient en train de rattraper leur retard. Nous avons réalisé que ce que nous enseignions était une sociologie qui était ancrée aux États-Unis, avec quelques influences, mais relativement négligeables en provenance de la Grande Bretagne. Il y avait des sociologues canadiens originaux et talentueux, mais nous enseignions la Sociologie, dans laquelle ils n'étaient pas inclus. Je me suis rendue compte que la sociologie que j'enseignais était sans rapport avec la société dans laquelle je vivais. À Berkeley, j'avais été formée pour faire office d'ambassadeur de l'Empire romain, chargée de reproduire l'ordre de Rome dans l'une de ses provinces.

À cette époque-là, alors que je venais tout juste d'obtenir la nationalité canadienne, j'enseignais en essayant de comprendre la société canadienne à l'aide de la sociologie que

j'avais apprise. De mes années à la LSE, je me souvenais d'avoir lu dans Marx et Engels sur l'importance attachée à une science sociale qui part de la réalité des gens, de leur travail et de leurs conditions de vie. J'ai relu Marx et découvert sa critique de l'idéologie comme méthode de compréhension des processus sociaux. J'ai réalisé que s'engager sciemment comme sociologue au sein de la société dans laquelle on vit n'avait rien à voir avec l'impérialisme que l'on trouve dans les théories, notions, divisions thématiques et méthodologies traditionnelles de la sociologie.

Mais c'est alors qu'est survenu le mouvement féministe et un changement pour moi qui m'a fait devenir, en l'espace de deux ou trois ans, quelqu'un que j'ignorais pouvoir être. Ma réflexion sur la sociologie qui m'avait été enseignée à Berkeley en a été radicalement transformée. Faire progresser une sociologie dans laquelle les femmes sont les sujets est devenu, sur le long terme, mon obsession ; cela n'avait pas été fait ; il fallait le faire, et cela a été fait de concert avec les personnes auxquelles je donnais cours, qui l'ont également adoptée et ont contribué à la faire avancer. Nous ignorions alors où nos découvertes nous mèneraient mais nous étions déterminés à les réaliser.

Ce qui est désormais connu comme « ethnographie institutionnelle » est né de cet échange de vues et du dialogue qui se poursuit entre exploration et découverte au travers de nos recherches, de nos interventions orales et de nos contributions écrites. S'agit-il d'un type de sociologie ? La réponse est non, si l'on entend par là une subordination à l'orthodoxie sociologique diffusée dans les cours classiques de théorie et méthode sociologiques nécessaires à l'obtention d'un diplôme universitaire. S'agit-il d'une méthodologie ? Non. Peut-être peut-on la considérer comme une autre sociologie ou comme une sociologie alternative, basée sur la réalité du vécu des gens, de leurs actions et comment ce qu'ils font est coordonné, notamment lorsqu'il s'agit de relations qui dépassent les situations individuelles. C'est dans ce domaine que je travaille, dans ce domaine que j'interviens activement afin d'établir un dialogue avec d'autres ethnographes institutionnels. Découvrir n'est pas une vocation, c'est une fascination et un engagement de tous les instants.

Pour autant, la sociologie fournit le cadre discursif et institutionnel principal sur lequel s'appuie l'ethnographie institutionnelle (elle s'est également développée dans des domaines différents, comme les soins infirmiers). La sociologie d'aujourd'hui n'a plus ce degré de cohérence imposée, que j'apprenais à transmettre pendant mes années de formation à Berkeley. Ceux et celles qui cherchent à mieux comprendre la société ont orienté la sociologie dans différentes directions. J'y vois des recherches et des réflexions qui partagent avec l'ethnographie institutionnelle l'objectif de développer des connaissances qui puissent traduire les problèmes des gens – comme le proposait C. Wright Mills – en questions d'intérêt général. ■

# > L'avenir en ligne de mire

Herbert J. Gans, Université de Columbia (États-Unis)



Herbert Gans.

**Herbert Gans** est l'un des sociologues les plus prolifiques et influents des 50 dernières années aux États-Unis. Durant toutes ces années, il a été une figure de proue dans des domaines comme la pauvreté urbaine et les programmes de lutte contre la pauvreté, l'égalité et la stratification sociales, l'appartenance ethnique et la race, les nouveaux médias et la culture populaire. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont des classiques comme *The Urban Villagers* (1962) [Les villageois urbains], *The Levittowners* (1967) [Les habitants des lotissements Levitt], *Popular Culture and High Culture* (1974) [Culture populaire et haute culture], *Deciding What's News* (1979) [Le choix de ce qui fera l'actualité], *The War Against the Poor: The Underclass and Antipoverty Policy* (1995) [La guerre contre les pauvres : La classe des laissés-pour-compte et les politiques de lutte contre la pauvreté] et plus récemment *Imagining America in 2033* (2008) [Imaginer l'Amérique en 2033], un scénario optimiste pour l'avenir. En tant que sociologue engagé dans le débat public, il écrit régulièrement dans des journaux et des magazines, et en tant que spécialiste de la planification sociale, il participe activement à l'analyse des politiques publiques. Il a reçu de nombreux prix et distinctions honorifiques, et a notamment été Président de l'Association américaine de Sociologie.

**L**es États-Unis, à l'instar d'autres économies modernes, sont entrés dans une nouvelle ère d'augmentation des inégalités économiques, qui pourrait durer et accroître encore les inégalités politiques et les inégalités entre les classes sociales. Les sociologues devraient par conséquent s'interroger sur les rôles qu'eux-mêmes et leur discipline peuvent jouer pour mieux comprendre ces inégalités, notamment les changements sociétaux et les coûts sociaux qu'elles risquent d'entraîner.

Cependant, il est également nécessaire que la discipline toute entière s'adapte mieux aux besoins du pays, et de ce fait elle pourrait acquérir une plus

grande visibilité et être plus valorisée. Bien que l'augmentation actuelle des inégalités soit un phénomène mondial, les différences entre les économies politiques nationales ainsi qu'entre les sociologies nationales donnent à penser que chaque pays doit trouver ses propres réponses – à condition que les implications et les conséquences à l'échelle mondiale soient également prises en considération. Ce qui suit est la tentative d'un sociologue américain pour proposer un scénario plus détaillé, ou autrement dit une sorte d'intuition, sur la direction que devrait prendre la sociologie américaine.

On a déjà beaucoup fait pour mesurer les inégalités, mais la sociologie doit

s'intéresser davantage à leurs répercussions sur les institutions et sur les gens aux États-Unis. Les aspects microsociologiques des inégalités économiques, politiques et sociales méritent d'être étudiés plus en détail qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Dans la mesure du possible, les travaux de recherche en sociologie doivent être orientés vers l'action politique. Ces travaux ne sauraient jouer un rôle dans l'élaboration proprement dite des politiques publiques, qui ne relève pas des compétences de nombreux sociologues. Ceux-ci peuvent néanmoins mener des recherches contribuant à répondre aux questions soulevées à la fois par les promoteurs de ces politiques, les responsables politiques, les analystes et

>>

les détracteurs des politiques publiques de lutte contre les inégalités.

Étant donné que les économistes et politologues ont toujours tendance à traiter les questions concernant l'élite du pays, la sociologie doit accorder une attention accrue à ceux qui n'appartiennent pas à cette élite. Des recherches plus poussées doivent être consacrées en particulier aux Américains les plus vulnérables, notamment à la population qui se situe en dessous du revenu médian, qui est celle qui souffrira sans aucun doute le plus de l'augmentation des inégalités. Parmi ceux-ci, la priorité devrait être accordée à ceux qui sont le moins bien représentés dans et par les institutions et le plus souvent écartés du débat public.

La sociologie ne peut pas parler au nom de ces populations mais elle peut accorder dans ses recherches davantage d'attention à leurs problèmes. Les études devraient porter plus particulièrement sur les coûts sociaux, émotionnels et autres des inégalités les plus importantes. Par exemple, on a assisté au cours des dernières décennies, et plus particulièrement ces dernières années, à une augmentation considérable de la mobilité sociale vers le bas, des frustrations liées à une mobilité vers le haut inopérante et à des attentes revues à la baisse. Les sociologues auraient dû depuis longtemps commencer à faire des processus de mobilité vers le bas et de ses conséquences un axe majeur de leurs recherches.

En outre, les sociologues doivent accorder plus d'attention aux effets à long terme de l'extrême pauvreté, comme par exemple aux hypothèses selon lesquelles celle-ci peut se traduire par des troubles de stress post-traumatiques pouvant s'étaler sur plusieurs générations. Parallèlement, les chercheurs devraient essayer de comprendre comment les personnes réagissent face à la mobilité vers le bas, luttent contre celle-ci et résistent, selon leur niveau de pauvreté. Des études de ce type, si elles

sont bien conçues, pourraient apporter des pistes utiles aux orientations et actions politiques.

Surtout, l'intérêt porté par la sociologie aux populations qui se situent en dessous du revenu médian doit s'étendre et s'appliquer également aux forces, aux institutions et aux agents qui contribuent le plus à maintenir ces populations en place et à les appauvrir encore davantage. S'intéresser à ceux qui font que les inégalités augmentent constitue un sujet de recherche tout aussi important que d'en apprendre plus sur leurs victimes.

Parallèlement, les sociologues devraient en faire plus pour mettre en évidence l'utilité sociale de leur discipline. Le meilleur moyen serait de fournir de nouveaux résultats de recherche et de nouvelles réflexions qui soient en rapport direct avec des sujets, questions et débats d'actualité. Quoique cela soit plus facile à dire qu'à faire, les sociologues devraient donner moins d'importance au fait de contribuer à la « littérature » scientifique et à d'autres préoccupations liées à leur discipline. Il serait également utile qu'il y ait moins d'études s'étendant inutilement sur ce que l'on sait déjà.

Les sociologues doivent également continuer à étudier des sujets ignorés par le reste des sciences sociales, voire inconnus d'elles. Ils devraient engager davantage de recherches au sujet et au sein des coulisses de la société qui n'intéressent pas les autres chercheurs ou dont ils n'ont pas connaissance.

Dans la mesure du possible, la sociologie doit donner la priorité aux travaux empiriques, qu'ils soient d'ordre quantitatif ou qualitatif. Malgré la disponibilité toujours plus importante de *Big Data*, notre discipline doit continuer à se concentrer sur la collecte et l'analyse de *small data*, notamment au moyen de travaux ethnographiques sur le terrain. Comprendre la société en étant avec les gens et dans les groupes et organisations que la sociologie étudie est ce qui caractérise

notre contribution à la connaissance qu'ont les Américains de leur pays.

Notre discipline devrait également viser à développer des théories innovantes et audacieuses, avec un état d'esprit et une démarche qui remettent en question les idées reçues, comme cela a été le cas dans le passé avec la *labeling theory* (théorie de l'étiquetage) et plus récemment avec la pensée relationnelle et constructionniste. Les changements intervenus aux États-Unis du fait de l'actuelle augmentation des inégalités pourraient encourager et même rendre nécessaires de nouvelles manières de considérer la société américaine.

Mais surtout, la sociologie doit s'efforcer davantage d'atteindre le grand public, en présentant en des termes clairs et non techniques de nouvelles réflexions et données sociologiques qui soient de nature à intéresser ce public. Enseigner aux jeunes étudiants reste l'obligation la plus importante de ce qui est désormais connu comme la « sociologie publique », mais des travaux de recherche dignes d'intérêt devraient également être accessibles au grand public. Les chercheurs ne doivent pas seulement savoir écrire, ils doivent également être formés au langage de la sociologie publique tout comme ils apprennent celui de la sociologie de base et celui de la sociologie académique. Parallèlement, les sociologues qui font de la sociologie publique doivent pouvoir aspirer aux mêmes postes, aux mêmes statuts et autres distinctions que ceux qui travaillent uniquement comme chercheurs.

Il va sans dire que ce qui précède n'est qu'un scénario d'avenir imaginé par une personne, mais il a été écrit dans l'espoir que d'autres personnes en suggéreront d'autres encore. Les sociologues doivent consacrer plus de réflexions à l'avenir de la discipline, afin de pouvoir aborder plus intelligemment cet avenir lorsqu'il deviendra le présent. ■

# > Entre sociologie et politique

## Entretien avec Nicolás Lynch



Nicolás Lynch.

**N**icolás Lynch est professeur de sociologie à l'Université nationale de San Marcos à Lima (Pérou). Il a été président de la Société des Sociologues du Pérou (1998-2000) ainsi que ministre de l'Éducation du Pérou (2001-2002), conseiller du Président de la République (2002) et ambassadeur du Pérou en Argentine (2011-2012). Titulaire d'un doctorat en sociologie de la New School for Social Research de New York et d'un master en sciences sociales de la Faculté latino-américaine des Sciences sociales de Mexico, il a été professeur invité dans plusieurs universités américaines. Il a publié de nombreux articles et plusieurs livres, dont

*Los jóvenes rojos de San Marcos* [Les jeunes rouges de San Marcos], *La transición conservadora* [La transition conservatrice], *Una tragedia sin héroes* [Une tragédie sans héros], *El pensamiento arcaico en la educación peruana* [La pensée archaïque dans l'enseignement au Pérou], *Los últimos de la clase* [Les derniers de la classe], *¿Qué es ser de izquierda?* [Que signifie être de gauche ?] et *El argumento democrático sobre América Latina* [L'argument démocratique à propos de l'Amérique latine]. Il a tenu pendant 14 ans la rubrique politique du journal *La República* de Lima et est l'auteur du blog d'analyse politique *Otra Mirada* [Un autre regard].

>>

**MB : Pour un sociologue, ta carrière est tout à fait atypique, à la fois en dedans et en dehors de la politique. Peut-être devrait-on d'ailleurs commencer par là : es-tu un homme politique ou un sociologue ?**

**NL :** Je suis sociologue, pas seulement de formation mais aussi parce que j'aime la sociologie. Je suis un sociologue qui aime la politique. Mais il se trouve que je suis né dans un pays où le changement social est une question de vie ou de mort, et j'ai donc eu une activité politique dès l'adolescence.

**MB : C'est un point intéressant. Max Weber aspirait à faire de la politique mais il a toujours considéré la sociologie comme une science, séparée de la politique, ce qui, si je comprends bien, n'est manifestement pas ton cas.**

**NL :** Pour moi, la sociologie est une science, mais une science sociale, donc nous sommes des acteurs sociaux qui faisons également partie du monde que nous étudions. Des sociologues comme Alain Touraine, qui est très influent en Amérique latine, mettent en avant cette « sociologie de l'acteur » et je pense qu'il avait raison sur ce point. Mes recherches sociologiques ont depuis toujours été liées à ma vie politique. Et c'est quelque chose que l'on retrouve dans la plupart de mes livres.

**MB : Passons désormais à ton dernier engagement dans la vie politique. Tu as été ambassadeur du Pérou en Argentine. Comment cela s'est-il produit ?**

**NL :** J'ai rejoint l'équipe électorale du Président Humala à la fin de l'année 2009, à la demande d'amis qui avaient déjà participé à ses côtés à l'élection de 2006, lorsqu'il était arrivé deuxième à l'issue d'une belle campagne. J'avais jusque-là résisté à la tentation de rejoindre quelqu'un qui se définissait comme un nationaliste gauchiste mais qui était aussi un ancien officier qui avait combattu dans la « guerre sale » contre le Sentier Lumineux. Mais les piètres résultats de la gauche socialiste à cette même élection de 2006 nous ont conduits, moi-même et d'autres amis, à nous joindre à Humala. Quand j'y repense aujourd'hui, je crois que mon intuition première était la bonne, mais que nous avons été trompés dès le début. Tout ce que voulaient Humala et sa femme, c'était le pouvoir dans leur propre intérêt.

**MB : Et donc pour te remercier de ton soutien à sa campagne électorale, le Président Humala t'a offert le poste d'ambassadeur du Pérou en Argentine. Qu'attendait-il de toi ?**

**NL :** Il m'a envoyé en Argentine avec plusieurs objectifs politiques. Le Pérou n'avait pas de bonnes relations avec l'Argentine car le gouvernement précédent (avec le parti Apra dirigé par Alan García) n'approuvait pas les positions politiques progressistes du gouvernement argentin. Le Pré-

sident Humala m'a confié la tâche d'améliorer ces relations, et c'est ce que j'ai fait. C'était particulièrement important pour ce qui touchait à l'intégration en Amérique du Sud et à l'UNASUR (Union des nations sud-américaines). Humala voulait que le Pérou trouve sa place dans le processus d'intégration et mes efforts se sont concentrés sur cet objectif.

**MB : Quels ont été les enjeux et les sources de satisfaction de ce travail ?**

**NL :** Tout d'abord, à Buenos Aires il y a une vie, notamment culturelle et intellectuelle, qui est vraisemblablement la plus riche d'Amérique latine. Et puis l'Argentine était engagée dans un processus d'importants changements sociaux et politiques, ce qui était particulièrement intéressant compte tenu du poids de ses traditions politiques. Les Argentins ont réalisé des progrès considérables en termes de redistribution des richesses, dans le domaine des droits de l'homme et en termes d'indépendance politique vis-à-vis des grandes puissances mondiales. En comparaison avec les autres pays latino-américains, l'Argentine détient le taux le plus élevé d'emplois dans le secteur formel conformes au droit du travail. Fait inhabituel en Amérique latine, l'Argentine a emprisonné 200 militaires impliqués dans la répression des années 70. En conséquence de tous ces changements, les Argentins ont développé une forte conscience citoyenne, à un niveau jamais atteint dans le reste du continent.

**MB : Mais tout cela a pris subitement fin, n'est-ce pas ? Tu as tout à coup perdu ton poste ?**

**NL :** En fait, le gouvernement Humala, qui avait été élu sur un programme de gauche auquel j'ai participé, a viré à droite. Ce virage n'a évidemment pas eu lieu du jour au lendemain, cela a été le résultat d'une longue évolution. Humala a commencé par se débarrasser de l'aile progressiste de son gouvernement, puis il a rompu avec les membres de gauche du congrès puis, finalement, avec quiconque était lié à ses options progressistes du début. Au lieu de résister à la pression de la droite péruvienne et du gouvernement des États-Unis, il a décidé d'abandonner ses objectifs de changement et de poursuivre le programme néolibéral des 20 années précédentes. Comme le gouvernement Humala a viré à droite, les nouveaux alliés du Président ont voulu se débarrasser de moi et m'ont tendu un piège. Mon erreur a sans doute été de ne pas démissionner avant. Mais il est très difficile de faire preuve de discernement dans ces situations politiques compliquées.

**MB : Quel piège t'ont-ils préparé ?**

**NL :** À la fin du mois de janvier 2012, alors que je travaillais à l'Ambassade du Pérou à Buenos Aires, j'ai reçu une lettre d'un groupe de Péruviens qui menaient une campagne en faveur de la légalisation du Movadef, une vitrine politique pour l'organisation terroriste du Sentier Lumineux

>>

qui cherchait à obtenir l'amnistie pour les dirigeants de l'organisation emprisonnés pour leurs crimes. Dix mois plus tard, début novembre, sur la base de cette lettre, un journal de droite péruvien m'a accusé d'être un sympathisant du Movadef, en réclamant que je sois démis de mes fonctions. Le gouvernement ne m'a pas défendu et n'a pas non plus ordonné une enquête. Ils craignaient à tel point une offensive de la droite qu'ils m'ont demandé de démissionner. Bien sûr, je n'avais jamais eu de relations avec le Movadef ni avec le Sentier Lumineux. Au contraire, en 1982, j'ai reçu par écrit une menace de mort, et plusieurs de mes amis ont été assassinés par le Sentier Lumineux. Il s'agit d'un groupe terroriste qui ne pratique jamais l'autocritique concernant ses actions. En dépit de la fausseté de leurs accusations, les groupes de droite, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, ont réussi à obtenir mon départ.

**MB : On voit là à quel point la vie politique au Pérou peut être précaire. Mais ce n'était pas la première fois que tu étais au gouvernement. Tu as été ministre de l'Éducation en 2001 dans le gouvernement Toledo, qui cherchait à rétablir la démocratie au Pérou. Pourrais-tu nous en dire plus là-dessus ?**

**NL :** Cela s'est produit dans le cadre de la lutte contre la dictature de Fujimori. J'avais été membre du Foro Democrático, une organisation civile qui faisait partie d'une coalition visant à renverser le régime. Toledo, un centriste à l'origine libéral, représentait à ce moment-là l'espoir d'un nouveau départ pour la démocratie péruvienne et il a formé un premier gouvernement avec des membres issus d'horizons divers.

J'avais pour mission d'engager des réformes dans l'éducation afin d'améliorer un système éducatif parmi les moins performants du continent. Pour ce faire, je disposais d'un budget extrêmement limité, et les résultats ont été très médiocres. J'étais aux prises avec deux ennemis : la Banque mondiale d'une part, et un syndicat d'enseignants maoïste d'autre part. Le premier, comme à son habitude, voulait tout privatiser, tandis que le second cherchait à conserver à tout prix la sécurité de l'emploi, en s'opposant à toute évaluation du travail de ses membres. Nous avons réussi à inscrire les réformes dans l'agenda politique, mais Toledo n'a pas su résister aux pressions exercées par ces gens et a donc fini par me congédier, avec mon équipe.

**MB : L'activité politique apparaît décidément comme un parcours semé d'embûches, surtout que tu n'as jamais renié tes positions de gauche ! Dans ce contexte, la sociologie représente-t-elle pour toi un recours ? T'apporte-t-elle du réconfort dans un tel climat d'incertitude ? Mais apporte-t-elle aussi quelque chose à ton action politique ? La sociologie est-elle de la politique faite autrement ?**

**NL :** Il ne s'agit pas simplement de réconfort. La sociologie m'a aidé à comprendre la société péruvienne et la place du Pérou dans la région et dans le monde. En ce qui concerne l'éducation par exemple, la sociologie m'a aidé à comprendre que les problèmes du système éducatif péruvien étaient d'ordre idéologique et politique, et non des problèmes techniques ainsi que les organismes internationaux voulaient nous le faire croire. La sociologie m'a fourni les outils pour comprendre que la qualité de l'enseignement ne se résume pas à un bon classement mais requiert un effort personnel général de compréhension de notre place dans le monde, de notre sentiment d'appartenance.

Je n'ai jamais quitté le milieu universitaire. Cela fait 34 ans que j'enseigne la sociologie à l'Université de San Marcos, qui est l'université la plus ancienne et la plus réputée du Pérou. Tout au long de ces années, j'ai participé à au moins neuf grands projets de recherche. Ils ont donné lieu à un certain nombre de livres, certains plus importants que d'autres, certains plus politiques et d'autres plus sociologiques.

**MB : Très peu de tes livres ont été traduits donc tu pourrais peut-être nous donner ici une idée de certains de ces projets de recherche ou, du moins, d'un ou deux projets parmi ceux que tu considères les plus importants, en nous montrant leur lien avec la politique.**

**NL :** En fait, l'absence de traductions en anglais a un rapport avec la relation compliquée que j'ai avec le milieu universitaire américain. Prenons comme exemple mon travail sur le populisme. J'ai écrit sur le populisme en Amérique latine à la fin des années 90, en tâchant d'expliquer pourquoi le néolibéralisme populiste n'existait pas, que les termes utilisés étaient contradictoires. J'ai écrit que sur le plan historique, le populisme avait été une bonne chose pour la région et pour la démocratie. Après sa publication en espagnol, j'ai envoyé l'article à l'une des grandes revues « comparatistes » aux États-Unis. Plusieurs mois plus tard, j'ai reçu une longue lettre disant que je ne savais pas ce qu'était le populisme. J'ai pensé, bon, ils ont une opinion différente. Mais le problème, c'est que dans la même revue, ils ont publié un article qui critiquait le mien, en citant la version espagnole. Donc mon article n'était pas jugé suffisamment bon pour être publié mais il était suffisamment bon pour être critiqué ! J'ai souvent été confronté à ce type de réaction : si l'on n'est pas d'accord, c'est qu'on ne sait pas de quoi on parle.

Mon dernier livre traite des différentes manières d'aborder la démocratie latino-américaine, dans la théorie et dans la pratique. Je l'ai écrit pour tenter d'expliquer comment les nouveaux gouvernements progressistes de la région – de Hugo Chávez à Lula, en passant par Correa, Evo Morales ou les Kirchner – essayaient de développer un type de démocratie différent, qui favorise la redistribution, la justice sociale et la participation. L'objectif du livre est de présenter

une conception des régimes démocratiques différente de la conception dominante issue du discours sur les transitions et les consolidations démocratiques.

**MB : Et, aujourd'hui, la sociologie que tu mets en avant a-t-elle les moyens de participer au débat politique ?**

**NL :** Bien sûr ! Par exemple, ces derniers mois nous avons eu un débat au Pérou sur les classes moyennes. Les néolibéraux et les responsables des sociétés de sondages affirmaient que 70% des Péruviens appartenaient à la classe moyenne, en se basant sur un curieux tableau de distribution des revenus. Alors avec quelques amis, nous avons écrit au sujet de la structure sociale, des classes sociales et de la lutte des classes – à nouveau, après tant d'années – pour montrer combien ces experts sont malavisés dans la théorie et dans la pratique, et comment la sociologie a une manière plus précise et plus élaborée d'appréhender ces questions.

**MB : Tu as obtenu ton doctorat de sociologie aux États-Unis et tu es régulièrement retourné là-bas. C'est d'ailleurs là que nous nous sommes connus, à l'Université du Wisconsin. Qu'est-ce que fait un péruvien de gauche aux États-Unis ?**

**NL :** J'ai obtenu mon master au Mexique et j'ai été un peu partout en Amérique latine et en Europe en liaison avec mes fonctions universitaires. Aux États-Unis, comme dans tous les pays, il y a toute une série d'endroits possibles où faire des études. J'ai fini par faire mon doctorat à la New School for Social Research dans les années 80 – une université de très bon niveau et progressiste. J'ai aussi été professeur invité dans d'autres universités, comme à Madison, dans le Wisconsin. Je crois qu'il faut encourager le dialogue et le contact entre les Amériques. Peu importe si l'on n'est pas d'accord, mais il faut se comprendre.

**MB : Je me demande s'il y a quelque chose dans ton histoire personnelle, peut-être dans tes débuts à l'école ou dans ton milieu familial, qui a pu t'orienter**

**dans ces deux directions – la politique et la sociologie – simultanément ?**

**NL :** En effet, pour beaucoup de gens, je détonne dans le paysage politique péruvien. Je suis issu de la classe moyenne supérieure, je n'ai pas d'ancêtres autochtones, et j'ai reçu (du moins c'est ce que je pense) une bonne éducation. C'est peut-être la terrible réalité d'inégalités sociales persistantes au Pérou qui m'a conduit à me consacrer à cette double vie où sociologie et politique se mêlent étroitement. Mais j'ai pris du plaisir à faire à la fois de la politique et de la sociologie. Comme je l'ai déjà dit, elles se renforcent l'une l'autre. Je n'ai pas de regrets.

**MB : Maintenant que tu n'es plus au gouvernement, quelles sont tes occupations ? Es-tu toujours engagé dans la vie politique ? Est-ce que tu continues à écrire ?**

**NL :** Oui, je continue à faire de la politique. Je suis membre d'une coalition de gauche, qui est présente dans pratiquement tout le pays. Nos perspectives sont bonnes pour les prochaines élections régionales de 2014. J'ai également un site web que j'organise avec un groupe d'amis – une plateforme d'analyse politique sur Internet. Nous envoyons chaque jour une page d'analyse de l'actualité à près de 15.000 adresses mail, nous avons une émission de radio, et nous écrivons aussi des articles d'analyse de la politique gouvernementale. Et comme je l'ai dit précédemment, je continue à enseigner à l'Université de San Marcos, et je suis en train de mettre la dernière main à un livre, un long essai politique sur les fondements et l'avenir de la République du Pérou.

**MB : Je crois que Max Weber t'envierait beaucoup – tu sembles à l'aise à la fois dans le domaine de la sociologie et celui de la politique, les réunissant sans jamais prendre l'une pour l'autre ! Un grand merci pour cet entretien passionnant. ■**

# > La colonialité du pouvoir vue du Pérou

**César Germana**, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima (Pérou)



Le sociologue péruvien Aníbal Quijano, prophète de la colonialité.

connaissance tels qu'ils s'appliquent aux sciences sociales – est particulièrement importante. Depuis les années 70, les sciences sociales ont connu une série de transformations qui reflètent la manière dont elles ont été – par la force des choses – réorganisées. Le rapport de la Commission Gulbenkian est probablement l'étude la plus révélatrice des changements profonds intervenus dans la pensée sociale dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle (Wallerstein, 1997). Ce rapport témoigne de la façon dont les structures eurocentriques du savoir se sont érodées, à la fois dans les pays du centre et ceux de la périphérie, et comment des écoles de pensée sont apparues avec l'objectif de développer d'autres formes de compréhension de la réalité sociale et historique.

Je considère l'eurocentrisme comme la structure du savoir qui a assuré et maintenu le modèle de pouvoir colonial-moderne. Il correspond à une manière particulière de concevoir et d'organiser le monde naturel et social. Il s'appuie sur trois idées fondamentales.

La première idée fondamentale est la croyance dans la *simplification*. Selon Descartes, pour comprendre les phénomènes complexes, il est nécessaire de les diviser en autant

**N**ous nous trouvons manifestement à une époque où l'ensemble du modèle de pouvoir moderne-colonial, celui qui s'est imposé dans le monde depuis 500 ans, est confronté à une crise structurelle. Il s'agit d'une crise des fondements mêmes de la structure du pouvoir : des difficultés sont apparues dans toutes ses composantes et à tous les niveaux – dans

les relations de genre, les relations de travail, les relations politiques, les relations intersubjectives et les relations de l'homme avec la nature –, difficultés qui ne peuvent pas être résolues dans le cadre du système historique actuel et qui exigent donc de créer de nouvelles formes de coexistence sociale.

La crise des structures intersubjectives – et notamment des modes de

>>

de parties que possible afin d'étudier chacune d'elles isolément, de sorte que ce qui est « clair », est ce qui est simplifié. Ce point de vue aboutit à une compartimentalisation et à une spécialisation du savoir de plus en plus prononcées, qu'on peut observer à travers l'émergence de disciplines comme catégories intellectuelles, chacune d'elles ayant son propre objet et sa propre méthode d'analyse. Les disciplines sont également à l'origine de catégories institutionnelles qui ont établi les bases des départements et de la structure organisationnelle des universités modernes.

La deuxième idée fondamentale sur laquelle repose le savoir eurocentrique est la croyance dans la *stabilité du système social et du système naturel*. Suivant cette conception, la réalité est perçue comme un monde ordonné fonctionnant suivant des règles simples et connues. On part du principe que ce savoir permet de prédire ce qui va se passer et que l'on peut par conséquent contrôler non seulement le monde naturel mais aussi le monde social. Cette conviction mène au déterminisme et à l'idée de réversibilité, autrement dit à l'idée que les événements peuvent se répéter, et donc à l'élimination de l'histoire comme processus créatif.

La troisième idée fondamentale est *l'objectivité*, à savoir le principe selon lequel on peut connaître la réalité telle qu'elle est, en mettant de côté le sujet. Cette conviction implique d'accepter l'idée que le savoir est indépendant des valeurs.

Au sein du modèle de pouvoir colonial-moderne, l'eurocentrisme s'impose comme la seule forme légitime de savoir, ce qui conduit à marginaliser, à subordonner ou à détruire les structures du savoir des peuples colonisés. Le savoir développé par ces peuples depuis des millénaires, qui avait servi de base à leurs formes spécifiques d'existence sociale, est violemment réprimé et relégué aux marges, de telle sorte que ceux-là mêmes qui ont produit ces formes de savoir cherchent

à s'en débarrasser, dans la mesure où ils commencent eux aussi à les considérer comme inférieures.

C'est à la périphérie de ce modèle de pouvoir colonial-moderne qu'ont émergé avec le plus de clarté les courants de pensée qui remettent radicalement en question les structures eurocentriques du savoir. Parmi les courants qui ont le plus contribué à cette approche, on trouve les études postcoloniales, les études subalternes et les travaux d'intellectuels africains. Au sein de ces courants, l'approche analytique associée à la « colonialité-décolonisation du pouvoir » représente l'une des alternatives les plus prometteuses au savoir eurocentrique ainsi qu'un moyen de comprendre les tendances du monde contemporain et de réfléchir à des options pour l'avenir. Le séminaire organisé par Aníbal Quijano à Lima en août 2010 sous le titre *Les questions de la dé/colonialité et la crise mondiale*, a sûrement marqué l'aboutissement des débats qui ont précédé et le point de départ d'une approche analytique de la colonialité du pouvoir.

L'analyse de la colonialité-décolonisation du pouvoir propose une conception du savoir – une manière de percevoir la réalité, de provoquer des questions et d'organiser les réponses à ces questions en rapport avec la vie sociale des êtres humains – qui nous permet d'aborder des questions importantes que la pensée eurocentrique avait bloquées. Cette analyse est apparue comme une menace pour les formes eurocentriques de production du savoir dans la mesure où elle remet en question les fondements des structures hégémoniques du savoir du système capitaliste moderne-colonial. L'objet de cet article est d'examiner les principes épistémologiques et théoriques sur lesquels repose cette conception alternative du savoir ainsi que les possibilités qu'elle recèle. J'entends étudier certains de ses axes de recherche les plus importants, ceux qui contribuent à la réorganisation de la théorie sociale.

Dans le prolongement des théories innovantes d'Aníbal Quijano, je dirais que ce qui a émergé en 1492 avec la conquête européenne de ce qu'on appellerait plus tard l'Amérique, c'est un *modèle de pouvoir sui generis*, avec pour caractéristiques principales la *colonialité* et la modernité. D'un côté, ce modèle a été défini au travers de la colonialité, dans la mesure où les relations de pouvoir mises en place pendant la conquête ont été inextricablement liées à l'idée de « race » comme mode essentiel de classification sociale des êtres humains. En d'autres termes, les conquérants se sont imaginés comme des êtres humains supérieurs et se sont auto-identifiés comme des « Blancs » tandis qu'ils ont considéré les conquis comme des êtres inférieurs et les ont identifiés comme des « Indiens » ou des « Noirs ». En naturalisant la relation sociale, l'idée de « race » a légitimé la domination et l'exploitation des peuples autochtones et des esclaves d'Afrique et est devenue un élément essentiel de pérennité de ce modèle de pouvoir, y compris après que les colonies ont conquis leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne et du Portugal. Ce modèle de pouvoir garantissait qu'à la fois dominateurs et dominés acceptent la domination comme quelque chose de naturel. Parallèlement, la *modernité* a constitué l'autre facette de la colonialité, dans la mesure où elle a rationalisé de plus en plus la vie sociale, avec comme principale référence le progrès scientifique et technologique.<sup>1</sup>

Une décolonisation épistémologique suppose de remettre en question les principes sur lesquels reposent les structures eurocentriques du savoir et de proposer des interprétations alternatives qui puissent se révéler plus fécondes pour faire progresser une compréhension systématique du monde social et proposer des options réalistes pour un avenir plus égalitaire et démocratique. Je propose ici cinq types de remise en question des principes du mode européen de production du savoir concernant la vie sociale – et cinq interprétations



alternatives issues de l'analyse de la colonialité-décolonisation du pouvoir.

**1.** La remise en question de l'État comme cadre d'analyse pour appréhender la vie sociale. Les structures étatiques ne peuvent pas être considérées comme les limites à l'intérieur desquelles sont définies les relations sociales. D'où la nécessité de prendre comme unité d'analyse le modèle de pouvoir moderne-colonial mondial qui est apparu au XVI<sup>e</sup> siècle avec la conquête européenne de ce qui allait devenir l'Amérique.

**2.** La remise en question de la notion de pouvoir colonial, afin de comprendre les relations de domination et d'exploitation mises en place entre colonisateurs et colonisés. Donc nous n'étudions pas seulement l'exploitation et la domination en termes économiques, juridiques et politiques mais aussi la façon dont, à l'intérieur du système moderne-colonial, ces relations de pouvoir sont par ailleurs inextricablement liées à un ensemble symbolique légitimant une série d'idées exprimée au travers de la notion de « race ». Ainsi la racialisation des relations de pouvoir constitue le modèle de pouvoir eurocentrique capitaliste mondial.

**3.** La remise en question de l'épistémologie de la simplification, en particulier de la croyance selon laquelle pour comprendre des phénomènes complexes, il est nécessaire de les séparer en autant de parties que possible afin de les étudier indépendamment. L'analyse de la colonialité du pouvoir met l'accent sur la nécessité d'appréhender le modèle de pouvoir moderne-colonial mondial comme une totalité historique. C'est-à-dire qu'elle interprète le pouvoir comme un système complexe constitué d'éléments hétérogènes, étroitement reliés entre eux, qui est apparu au XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à dominer le monde entier au XIX<sup>e</sup> siècle – un système qui est actuellement à la croisée des chemins dans une période de crise structurelle. De ce point de vue, la séparation arbitraire entre les sphères

politique, économique et socio-culturelle n'est pas utile ; il faudrait au contraire les considérer comme des moments dans un processus historique global. Qui plus est, suivant cette analyse alternative, la spécialisation du savoir social en disciplines, à laquelle a abouti la construction historique des sciences sociales en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, n'est pas justifiée au point de vue épistémologique. La seule spécialisation utile devrait plutôt se faire autour de problèmes ou de domaines d'études spécifiques.

**4.** La remise en question de la séparation entre sujet de savoir et objet de savoir. Ici, ce qui est remis en question est à la fois l'objectivisme (qui met entre parenthèses le sujet) et le subjectivisme (qui met entre parenthèses l'objet) dans la mesure où ces deux approches font obstacle à une pleine compréhension de la réalité – en particulier de la réalité sociale. En d'autres termes, il est nécessaire de reconnaître qu'il existe un monde en dehors du sujet – mais que le sujet intervient dans la production du savoir de sorte que, par exemple, l'acte de mesurer quelque chose modifie ce qui est mesuré. Et donc le savoir apparaît comme une production intersubjective, relevant de structures intersubjectives et de règles épistémologiques – les règles sociales – sur lesquelles la vérité est fondée.

**5.** La remise en question de la séparation entre savoir scientifique et savoir humaniste. Si le savoir scientifique s'est uniquement intéressé à la recherche de la vérité à partir de méthodes empiriques, tandis que le savoir humaniste s'est centré sur les valeurs éthiques et esthétiques, l'analyse de la colonialité du pouvoir montre combien il est important pour le savoir, dans son processus même de production, d'être à la fois vrai, bien et beau. Nous cherchons par conséquent à réenchanter le monde que la colonialité et la modernité ont rationalisé et désenchanté.

En conclusion, nous avons là une conception prometteuse du savoir,

susceptible d'être développée dans différentes directions, vers des théories plus élaborées, générales mais aussi particulières : des théories générales qui traitent des domaines plus larges du modèle mondial de pouvoir, de sa crise et des alternatives historiques qui peuvent s'y substituer ; et des théories particulières qui traitent de tel ou tel domaine de ce modèle historique de pouvoir. ■

<sup>1</sup> Aníbal Quijano a introduit le concept de « colonialité du pouvoir » en 1991. Il a par la suite développé cette idée dans plusieurs autres textes, notamment dans : Quijano et Wallerstein (1992) et Quijano (1993, 2000a, 2000b, 2000c, 2001, 2003, 2004, 2007, 2009 et 2010). Pour un débat à ce sujet, cf. les textes suivants : Mignolo (2003), Escobar (2003) et Pachón Soto (2007).

#### Références

- Escobar, A. (2003) "Mundos y conocimientos de otro modo: El programa de investigación de modernidad/colonialidad latinoamericano." *Tabula Rasa* 1: 51-86.
- Mignolo, W. (2003) *Historias locales/diseños globales: Colonialidad, conocimientos subalternos y pensamiento fronterizo*. Madrid: Akal.
- Pachón Soto, D. (2007) "Nueva perspectiva filosófica en América Latina: el grupo Modernidad/Colonialidad." *Peripecias* 63.
- Quijano, A. et Wallerstein I. (1992) "Americanness as a Concept or the Americas in the Modern World-System." *International Journal of Social Sciences* 134, UNESCO: 617-627.
- Quijano, A. (1991) "Colonialidad y modernidad/racialidad." *Revista del Instituto Indigenista Peruano* 13.29: 11-20.
- Quijano, A. (1993) "Raza, etnia y nación en Mariátegui: cuestiones abiertas." In: Aníbal Quijano et al. (dir.) *José Carlos Mariátegui y Europa: El otro aspecto del descubrimiento*. Lima: Amauta: 167-188.
- Quijano, A. (2000a) "Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina." In: Edgardo Lander (dir.), *Colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*. Buenos Aires: CLACSO/UNESCO: 201-246.
- Quijano, A. (2000b) "Colonialidad del poder, globalización y democracia." In: *Tendencias básicas de nuestra época*. Caracas: Instituto de Altos Estudios Internacionales Pedro Gual: 21-65.
- Quijano, A. (2000c) "Coloniality of power and social classification." In: *Journal of World-Systems Research* 6.2: 342-386.
- Quijano, A. (2001) "Colonialidad, poder, cultura y conocimiento en América Latina." In: Walter Mignolo (dir.), *Capitalismo y geopolítica del conocimiento. El eurocentrismo y la filosofía de la liberación en el debate intelectual contemporáneo*. Buenos Aires: Signo: 117-131.
- Quijano, A. (2004) "O 'movimiento indígena' e as questões pendentes na América Latina." In: *Política externa* 12.4: 77-97.
- Quijano, A. (2007) "Don Quijote y los molinos de viento en América Latina." In: *Investigaciones Sociales* 10.16: 347-368.
- Quijano, A. (2009) "Des/colonialidad del poder: El horizonte alternativo." In: *Pasado y Presente* 21.
- Quijano, A. (2010) "Bien vivir para redistribuir el poder: Los pueblos indígenas y su propuesta alternativa en tiempos de dominación global." In: Oxfam Annual Report 2009-2010: *Pobreza, desigualdad y desarrollo en el Perú*.
- Wallerstein, I. (1997) *Abrir las ciencias sociales*. Mexico: Siglo XXI.

# > Le Chiapas

## fait face à un monde d'inégalités

**Markus S. Schulz**, Université de l'Illinois à Urbana-Champaign (États-Unis), membre du Comité du Programme de l'ISA pour le Congrès mondial de 2014 à Yokohama et Président du Comité de Recherche de l'ISA consacré aux Recherches sur les Futurs (RC07)



Des femmes indigènes mayas en lutte pour la dignité. Photo de Markus Schultz.

L'année 2014 marque le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. L'ALENA a été le premier traité du genre signé entre des pays aux niveaux de développement différents et il est par conséquent devenu la référence de base pour les traités postérieurs ainsi que pour les négociations actuelles en vue de la création du Partenariat trans-pacifique (TPP en anglais, pour *Trans-Pacific Partnership*) entre vingt pays riverains du Pacifique, et du Part-

neriat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP en anglais, pour *Transatlantic Trade and Investment Partnership*) entre l'Union européenne et les États-Unis. Ce traité, qui a été conçu pendant la première administration Bush et mis en place sous Clinton, a servi de modèle pour réduire les droits de douane au profit des grandes entreprises exportatrices sans tenir compte des intérêts des travailleurs et des considérations environnementales.

2014 marque également le 20<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement des po-

pulations indigènes au Chiapas. Les zapatistes, en prenant les armes le jour même de l'entrée en vigueur de l'ALENA, ont établi un lien entre les luttes locales pour la terre, les droits civiques et une existence plus digne, et les luttes plus générales en faveur de la démocratie et de la justice sociale à l'échelle mondiale. Au fil des ans, les zapatistes ont inspiré un discours critique et encouragé la formation de réseaux transnationaux d'activistes qui, à leur tour, ont organisé de vastes manifestations, à Seattle, Prague et Gênes, ainsi qu'à l'occasion d'autres

>>



Le travail communautaire. Ici, pour préparer un champ pour la culture biologique de radis, sur les hauts-plateaux du Chiapas. Photo de Markus Schultz.

communauté. « Il n'y a pas un professeur », expliquait le sous-commandant Marcos, porte-parole des zapatistes, « mais plutôt un collectif qui enseigne, qui montre, qui forme, et au sein de ce collectif et à travers lui, la personne apprend, et donc enseigne aussi. »

L'histoire de l'un de ces tuteurs, un jeune Indien Tzotzil, reflète l'expérience de beaucoup de ceux de sa génération. Après deux années d'études secondaires, c'était désormais à lui d'enseigner dans l'école primaire de sa communauté. Avant cela, il avait connu une vie bien différente à Cancun. Attiré par la perspective de gagner de l'argent, il était parti pour la ville, où il avait travaillé dans la construction, la restauration et l'hôtellerie. Il parlait de la fascination qu'avait exercé sur lui la splendeur des résidences de luxe et des complexes touristiques de la ville mais aussi de la misère noire dans laquelle vivait la majorité de la population, à tout juste quelques pâtés de maison du littoral et des quartiers riches. Pendant plus d'un an, il a enduré le mode de vie dans une économie monétaire, sous les ordres de patrons qui le privaient souvent des pourboires, voire de son salaire. Il en a eu assez et est finalement retourné vivre avec les siens, dans sa communauté. Il a préféré la dignité à la discipline, la communauté à la compétition.

Vingt ans après le soulèvement zapatiste, un système scolaire autonome est à présent en place, au sein duquel les communautés zapatistes définissent les programmes en fonction de leurs besoins, de leurs valeurs et de leurs priorités. Les zapatistes avaient commencé par construire une école secondaire dans l'un des centres régionaux, où les élèves restaient normalement pour des périodes de deux semaines en raison des longues distances qui les séparaient souvent de chez eux. Des écoles primaires ont été

sommets où les élites mondiales planifiaient entre elles la restructuration néolibérale de l'économie mondiale.

Bien que l'attention médiatique se soit détournée du Chiapas, ce serait une erreur de penser que le mouvement zapatiste a disparu. La rébellion se poursuit, quoique de manière différente. Les communautés rebelles mayas ont constitué leurs propres municipalités autonomes, où elles expérimentent des formes populaires d'autogestion. Les représentants tournants au sein des comités locaux et régionaux sont tenus par le principe du *mandar obedeciendo*, c'est-à-dire du « gouverner en obéissant ». En décembre 2012, les zapatistes ont fait une démonstration de force en mobilisant des dizaines de milliers de personnes pour une marche silencieuse dans les rues de San Cristobal de las Casas, la ville la plus importante des hauts-plateaux du Chiapas.

L'été dernier, les zapatistes ont lancé une nouvelle initiative en invitant des visiteurs dans leurs communautés afin qu'ils apprennent ce que signifie pour eux la liberté. Leurs *escuelitas* (« petites écoles ») ont inversé les rôles : le monde était invité non pas à donner des leçons de développement aux indigènes mais au contraire, à venir voir, écouter et tirer des leçons de leur expérience, découvrir comment ils forgent une alternative sociale et créent des structures partici-

patives d'autogestion. Les *escuelitas* n'étaient pas le lieu de grands discours qu'on tient du haut d'une estrade mais celui d'un apprentissage en direct à partir de leur expérience vécue de la résistance au quotidien.

Plus de 1200 personnes de tous âges sont venues des quatre coins du Mexique et d'autres pays du monde entier : des activistes, artistes, intellectuels, travailleurs agricoles, musiciens, poètes, vendeurs ambulants, étudiants et sympathisants venus d'horizons divers. L'enseignement était gratuit. Les participants étaient logés et nourris, et même les transports étaient gratuits. On leur demandait seulement d'apporter 100 pesos (approximativement 10 dollars) pour le matériel pédagogique imprimé, tandis qu'une urne scellée était prévue pour les dons anonymes. Les zapatistes ont expliqué qu'il s'agissait ainsi d'éviter à la fois que les gros donateurs se sentent trop imbus de leur personne et que ceux qui n'avaient pas d'argent soient gênés.

Les réunions étaient habituellement une occasion de poser des questions et d'apporter des réponses sur les idées et les principes directeurs des zapatistes, mais l'essentiel de l'apprentissage se réalisait au sein même des communautés, qui avaient préparé les visites pendant plusieurs mois. On attribuait à chaque étudiant un *Votán*, une sorte de tuteur censé représenter la

créées au niveau des communautés locales, avec pour enseignants des personnes ayant au moins un certain niveau d'instruction. Les zapatistes considèrent ce système comme nettement supérieur à celui des écoles officielles gérées par le gouvernement, dont les enseignants ne parlent souvent pas la langue locale et n'apprécient pas du tout d'être envoyés dans des lieux aussi reculés, loin de leur famille et du confort de la ville. Les enseignants zapatistes préfèrent être désignés comme des promoteurs d'éducation car ils rejettent l'approche traditionnelle de l'instruction qui repose sur le principe hiérarchique, au profit d'un mode d'apprentissage collectif plus coopératif. Ces enseignants ne sont pas rémunérés. La communauté leur assure logement, nourriture, temps libre ainsi qu'une petite somme pour l'habillement.

Partager la vie de la communauté impliquait de travailler dans les champs, planter des légumes, cueillir des fruits, laver les vêtements, préparer les repas, manger ensemble, chanter des chansons et conter des histoires. Si l'on s'en tient à des critères matériels, le niveau de vie de la communauté où j'ai passé l'été, était relativement bas. Nous vivions à même le sol dans de simples cabanes d'adobe. Il n'y avait ni appareils modernes ni accès au réseau électrique. Mais il y avait par ailleurs de nombreux avantages. L'endroit était tranquille, loin des bruyantes autoroutes ou des industries qui polluent. Un cours d'eau proche nous fournissait en eau fraîche. L'alimentation principale était constituée de galettes de maïs, de riz, de haricots, de légumes, quelquefois d'œufs, mais habituellement il n'y avait ni viande ni boissons gazeuses. Il s'agissait d'aliments essentiellement produits sur place, frais, bio et pleins de saveurs. Et ce qui est sans doute plus important encore, la communauté faisait preuve d'un réel sens de la dignité et était fière de son autonomie.

Le maïs constitue la base essentielle de l'agriculture de subsistance

des Mayas. L'ALENA a exposé les paysans mexicains à la concurrence avec les États-Unis, où le maïs est produit à échelle industrielle sur de vastes étendues de monocultures et fortement subventionné par le gouvernement. Il y a eu une pression sur les paysans pour qu'ils abandonnent leurs terres et partent chercher du travail en ville ou à l'étranger. Les zapatistes continuent à cultiver du maïs pour leur propre consommation et suivant les méthodes traditionnelles, sur leurs *milpas*, ces petits lopins de terre souvent situés sur des terrains en forte pente où ils font également pousser d'autres plantes comme des herbes comestibles, de la courge, et surtout des haricots, qui poussent autour des tiges de maïs une fois qu'il a été récolté. Les zapatistes s'élèvent contre les semences d'OGM disséminées par des géants de l'industrie comme Monsanto. Ils opposent la diversité génétique qui est le fruit de l'évolution de 9000 ans de culture méso-américaine au manque total de variété des quelques produits endogames du secteur agro-industriel nord-américain qui nécessitent l'utilisation de pesticides.

Les relations hommes-femmes ont considérablement évolué. La Loi Révolutionnaire sur les Femmes a fait progresser l'égalité entre hommes et femmes. Comme cela constituait une rupture avec un système patriarcal profondément ancré, toutes les communautés ne l'ont pas adoptée au même rythme. Par exemple, étant donné le coût élevé du transport et de la nourriture, les familles vivant loin de l'école secondaire choisissent parfois de n'y envoyer que leur fils et pas leur fille, ce qui contribue à reproduire les déséquilibres existants. Cependant, de nombreux éléments indiquent que la jeune génération se montre mieux disposée en termes d'égalité de genre. Par exemple, les jeunes hommes ne considèrent plus la lessive comme une tâche féminine et on peut les voir laver eux-mêmes les vêtements. De la même manière, de plus en plus de femmes jouent le rôle de promotrices en matière d'éducation et de santé et

exercent des fonctions dans les comités autogérés.

La réaction stratégique du gouvernement mexicain a changé avec le temps. À la suite d'importants mouvements de protestation dans l'ensemble du pays et à l'étranger, il avait mis fin aux interventions militaires des débuts. Plus récemment, il a financé la construction d'une Ville Rurale Durable et d'une usine de montage juste à côté de bastions zapatistes. Cependant, concernant les emplois promis, qui auraient pu encourager les paysans à abandonner leurs terres, il n'en a plus été question dès que les subventions ont manqué, et les maisons aux couleurs vives flambant neuves sont pour la plupart vides, du fait de la révélation de vices de construction. Bien qu'il n'y ait actuellement plus d'incursions armées dans les communautés, les vols d'avions militaires à basse altitude suscitent des inquiétudes. Les zapatistes estiment que l'actuel Président du Mexique n'est arrivé au pouvoir qu'à la faveur d'un système électoral injuste et d'un parti-pris massif des médias en sa faveur. Du point de vue des zapatistes, le système politique est à ce point corrompu qu'ils se refusent à collaborer avec quelque parti politique que ce soit.

La résistance des zapatistes est à la fois politique, économique, sociale et culturelle. Il s'agit de créer un système autogéré et des activités de subsistance, en créant un modèle social intrinsèquement attractif. Leur réponse à la question de la justice sociale est basée sur la liberté. Loin de demander la permission pour faire quelque chose, ils agissent, concrètement. Les politiques d'ajustement structurel ont fait augmenter le nombre de bidonvilles dans le monde entier ; il est temps de reconnaître l'innovation pour le développement qui provient de la base. Une sociologie qui se veut globale et en prise avec le problème des inégalités gagnerait à s'intéresser aux luttes de simples citoyens qui se développent dans les périphéries du Sud Global. ■

# > Prisons syriennes

## Des détenus déconnectés et désubjectivés

**Abdulhay Sayed**, anciennement chargé d'enseignement à l'Université de Damas (Syrie)

**L**e rapport établi avec l'aide de fonds qataris par une équipe indépendante d'anciens procureurs des Nations Unies dans lequel sont analysées des milliers de photographies prises clandestinement des cadavres de détenus morts de faim et torturés dans les centres de détention syriens, confirme ce que l'on soupçonnait déjà : le meurtre de détenus à [échelle industrielle](#). Le rapport faisait suite à d'autres comptes rendus d'organisations locales de défense des droits de l'homme, qui décrivaient ce que sont actuellement les conditions atroces de détention dans les prisons du régime syrien. Dans cet article, je parlerai de témoignages plutôt que d'images. En effet, nous disposons aujourd'hui de quantité de témoignages de détenus qui ont survécu aux prisons syriennes. Je m'intéresse ici à la manière dont des prisonniers ont survécu à l'espace de détention, à la manière dont leur corps a vécu cette lente descente jusqu'au fond de l'abîme, jusqu'à la limite entre la vie et la mort, et à la manière dont ils ont assisté à la « déconnexion » d'autres détenus avant que ceux-ci ne disparaissent. Je pose la question de savoir si l'expérience dévastatrice des *Muselmänner*, qui avait caractérisé Auschwitz dans la mémoire de Primo Levi et de nombreux autres rescapés, et que Giorgio Agamben a récemment érigé en paradigme, peut nous aider – et si oui, dans quelle mesure – à comprendre à la fois la tragédie actuelle des détenus « déconnectés » des prisons syriennes et les calamités infligées à l'espace politique syrien.

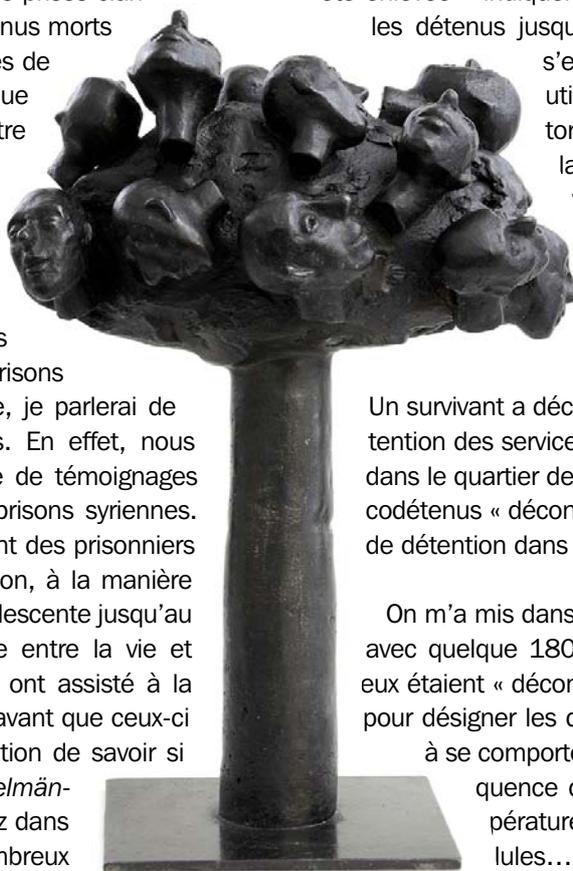
D'après les témoignages de nombreux survivants, de plus en plus de détenus, arrêtés pour avoir participé à des manifestations pacifiques ou à opérations de secours, seraient morts en détention avant d'avoir été enterrés secrètement dans des fosses communes. Les témoignages font souvent état de la manière dont les détenus sont confrontés sur leur lieu de détention à un espace effroyablement réduit et surpeuplé. Les conditions extrêmes de torture sont devenues chose courante. Dans les centres de détention syriens, les violences et les traitements dégradants et inhumains ne se limitent pas aux séances d'interrogatoire mais font manifestement partie intégrante de la vie des détenus.

Des témoignages recueillis par le Centre de Documentation des Violations (CDV) – une ONG syrienne cofondée par Razan Zeitouneh, une avocate de renom qui a récemment été enlevée – indiquent que les geôliers affament souvent les détenus jusqu'à ce qu'ils soient sur le point de s'effondrer. Affamer les détenus serait utilisé à la fois comme technique de torture, et comme un moyen d'inscrire la faim dans la mémoire des survivants, comme une caractéristique du quotidien de la [détention](#). Les conditions cruelles de détention ont souvent entraîné les détenus vers ce qui pourrait être désigné comme un état de « déconnexion ».

Un survivant a décrit dans ces termes un centre de détention des services de renseignements militaires situé dans le quartier de Qaboun, à Damas, où de nombreux codétenus « déconnectaient » en raison des conditions de détention dans la cellule :

On m'a mis dans une cellule de deux mètres sur cinq avec quelque 180 autres détenus. Beaucoup d'entre eux étaient « déconnectés ». C'est un mot qu'on utilise pour désigner les détenus qui commencent à parler et à se comporter de manière incohérente en conséquence des tortures extrêmes et de la température très élevée qui règne dans les cellules... Nous étions habitués à voir chaque jour un ou deux détenus qui « déconnectaient » en raison de la pression psychologique, de l'air étouffant et de la chaleur... Le détenu commençait à dire et à faire des choses extrêmement étranges et insensées...

Lorsqu'un détenu « déconnecté » perd connaissance, un système est prévu pour évacuer son corps de la cellule et l'emporter hors du centre de détention. Dans certains centres de détention, l'évacuation est confiée à des [détenus vétérans](#), que l'on force à récupérer les corps inanimés pour les transporter à l'extérieur. Dans d'autres centres, des chambres dites de « [consolation](#) » sont créées, souvent juste à côté des lavabos, pour les « déconnectés » et les morts. Les survivants gardent fixé dans leur mémoire le sou-



« Arbre », sculpture en bronze du Syrien Fadi Yazigi. Avec l'autorisation du sculpteur.



venir de ces couloirs à l'extérieur des cellules, où les corps des détenus « déconnectés » sont entassés près des lavabos, dans l'attente d'une mort lente. Un survivant a décrit dans ces termes ce qu'il a [vu dans le regard](#) de ces détenus « déconnectés » :

Chaque jour, une vingtaine de détenus étaient jetés dans le couloir où les attendaient leur « destin » et une mort lente... On rencontrait différents cas, ceux qui étaient sur le point de mourir après avoir été brutalement torturés, ou pour cause de « déconnexion » ou de température élevée, et ceux qui ressemblaient à des squelettes en raison d'ulcérations aiguës. Ils urinaient sur place, dans un espace couvert de pus et de sang. Ils étaient sur le point de mourir. Leurs yeux étaient encore ouverts et capables de fixer un regard, comme pour demander à leurs compagnons de détention qui pouvaient encore marcher, de témoigner de leur souffrance auprès du reste du monde.

On est particulièrement frappé par l'étendue du moment dans l'expérience du détenu où la conscience « déconnecte » ou s'éteint simplement, laissant le corps dans un état végétatif, avant de mourir. On serait évidemment tenté d'établir un parallèle avec la figure du *Muselmann* du camp de concentration d'Auschwitz, érigé en symbole par Giorgio Agamben dans son livre daté de 1999 [pour l'édition française], *Ce qui reste d'Auschwitz*. C'est Primo Levi qui, en tant que rescapé d'Auschwitz, a le premier témoigné dans son livre *Si c'est un homme*, écrit en 1946, de l'existence d'une catégorie de détenus à Auschwitz qui étaient appelés par les SS ainsi que par les autres détenus les *Muselmänner*, c'est-à-dire les Musulmans. La description de Levi était explicite : les *Muselmänner* étaient les « damnés », ou les « non-hommes » qui peuplaient Auschwitz. C'était ceux qui « marchent en silence », le corps « décharné », « le front courbé et les épaules voûtées », et « dont le visage et les yeux ne reflètent nulle trace de pensée ». D'après les témoignages de survivants, la figure du *Muselmann*, comme celle d'un « mort-vivant », d'un « cadavre ambulante », d'un « squelette en mouvement », d'un « homme-momie », était connue dans d'autres camps de concentration quoique sous des appellations différentes. Peu de recherches ont été consacrées à l'origine et à l'emploi extrêmement péjoratif du terme *Muselmann*.

Avec la figure du *Muselmann*, ce sont deux questions liées entre elles qui intéressaient Agamben : comment était-il possible de porter témoignage de la situation extrême du camp de concentration, alors que l'intention des nazis était d'anéantir tous les prisonniers ainsi que toute possibilité de témoignage ; et comment le pouvoir nazi a en définitive « désubjectivé » des êtres humains. Agamben a montré comment en affamant « l'autre », en laissant cet « autre » atteindre la condition de *Muselmann*, le pouvoir gagne du temps. Il érige un « troisième domaine » entre la vie et la mort. La condition du *Muselmann* symbolise le triomphe du pouvoir sur des êtres humains, en les désubjectivant et

en les réduisant à leur existence biologique. Le pouvoir les laisse survivre dans une condition de « vie nue ».

Bien qu'on soit tenté d'établir un parallèle avec le détenu syrien qui « déconnecte », qui en effet est désubjectivé, sa vie consciente étant séparée de sa vie biologique, la similitude s'arrête là. Il existe en effet de nombreuses différences entre le *Muselmann* d'Auschwitz et le détenu syrien « déconnecté ». La condition du *Muselmann* était accessoire à Auschwitz, dans la mesure où le projet tout entier était orienté vers l'annihilation, y compris de la possibilité de témoigner. En revanche, la condition du Syrien « déconnecté » joue un rôle central dans l'ensemble des rouages du régime syrien. L'image du « déconnecté » a pour fonction première de donner l'exemple. Il faut que cette image reste gravée dans la mémoire des survivants. Le témoignage des survivants constitue et complète la condition du « déconnecté ». Il n'y a pas de « déconnecté » sans survivant, ni survivant sans « déconnecté ». L'expérience du « déconnecté » doit être relayée par les survivants en liaison avec la détermination acharnée du régime d'inscrire la terreur dans l'esprit des Syriens.

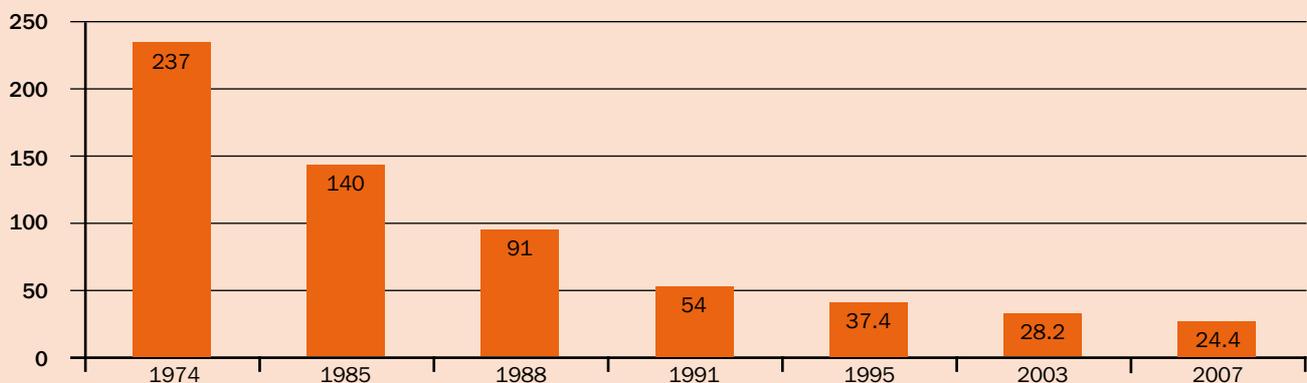
D'autre part, la « *muselmannisation* » des détenus syriens illustre la manière dont le régime représente et se comporte dans l'espace politique syrien. Les instruments de pouvoir du régime n'ont pas pour priorité d'éliminer une catégorie de la population, mais visent plutôt à déposséder les citoyens de la capacité de développer dans un espace public quelque revendication politique collective d'opposition que ce soit, en réduisant les gens à un simple fait biopolitique ou en enrégimentant et en disposant à sa guise de la population. L'élimination au moyen du meurtre à échelle industrielle, de la destruction et du déplacement de populations n'est pas l'objectif du pouvoir, c'est seulement un moyen utilisé par le régime pour reconquérir et soumettre la société. Face à une mobilisation politique pacifique, le régime arrête les protestataires et les jette dans ses effroyables prisons, qui sont organisées de façon à déposséder les détenus de la conscience même de leurs droits politiques en les amenant à un état de « déconnexion », avant de rejeter quelques-uns parmi eux comme de simples déchets biologiques.

Peut-on établir un parallèle entre le traumatisme infligé aux corps des détenus dans les centres de détention syriens et celui infligé à la société syrienne, en tant que corps politique ? D'un côté, des corps sont soumis à la torture, de l'autre, des villes entières sont détruites ; d'un côté, des détenus sont amenés à être déconnectés, de l'autre, les espaces publics où des citoyens se rassemblent pacifiquement pour exprimer leurs aspirations politiques sont anéantis ; d'un côté, les corps de détenus sont éjectés, de l'autre, des civils sont déplacés. Il s'agit assurément d'une comparaison simpliste et insoutenable sur le plan théorique, mais elle exprime de manière saisissante la réalité de la tragédie syrienne, qui est fondamentalement marquée par l'écrasement systématique par le régime de tout mouvement civil pacifique pour les libertés politiques. ■

# > Des progrès ambivalents pour les femmes iraniennes

Shirin Ahmad-Nia, Université Allameh-Tabataba'i (Iran)

Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes) en Iran, 1974-2007



Source : « Indicateurs du profil de santé en République islamique d'Iran », Centre pour le Développement d'un Réseau de Santé et la Promotion de la Santé, Ministère de la Santé et de la Formation médicale, 2009.

**L**a société iranienne a connu depuis la Révolution islamique de 1979 des changements spectaculaires sur le plan sociopolitique, économique et culturel – des changements qui sont particulièrement visibles au niveau des nouveaux modèles dans la famille, l'éducation et la vie des citoyens.

À la veille de la révolution en Iran, moins de la moitié de la population (47%) vivait en milieu urbain, tandis que, d'après le dernier recensement national de 2011, ce taux s'élève désormais à 71%. En l'espace d'un peu plus de 50 ans (1956-2011), le taux global d'alphabétisation des habitants des villes en Iran est passé de 39,5% à 88,9%, tandis que les disparités hommes-femmes dans l'enseignement secondaire et supérieur se sont considérablement réduites.

D'après les statistiques officielles, environ un dixième des ménages en Iran ont pour chef de famille une femme, et le pourcentage de femmes célibataires, veuves ou divorcées ne cesse d'augmenter. Pourtant, les mœurs culturelles vont fortement à l'encontre de la participation des femmes dans les secteurs formels de l'économie. Les valeurs traditionnelles fondées sur la ségrégation sexuelle, selon lesquelles par exemple « les hommes sont le principal et seul soutien de famille », empêchent les femmes d'accéder facilement au marché formel du travail, ce qui fait que le taux d'activité économique des femmes iraniennes excède à peine les 12%, un taux pratiquement identique à celui d'avant la révolution. Ceci paraît en contradiction avec la forte présence des femmes dans les milieux éducatifs, et, en particulier

>>

avec le nombre croissant de femmes diplômées de l'enseignement supérieur dans des disciplines très variées, mais pour lesquelles le taux de chômage est pratiquement le double de celui des hommes.

Malgré cette discrimination à l'encontre de la participation des femmes sur le marché du travail, le niveau d'études plus élevé des femmes, leur accès accru aux médias internationaux, l'usage généralisé des technologies de l'information et de la communication dû à la mondialisation *culturelle*, qui les a amenées à se familiariser avec de nouvelles idées et de nouveaux idéaux, modes de vie et valeurs multiculturelles, tout cela a inévitablement modifié en profondeur l'identité de genre de la jeune génération des femmes iraniennes.

Ces jeunes générations de femmes ont redéfini leur identité de genre, en s'éloignant des rôles traditionnels d'épouse et de mère, ce qui leur a permis de prendre part à la vie culturelle et locale ainsi qu'aux activités économiques. En intégrant la « sphère publique », et ce, malgré les barrières culturelles existantes, les femmes ont pris en main leur destin et acquis une indépendance financière. Dotées comme elles le sont aujourd'hui de compétences et de possibilités accrues, ces jeunes femmes font de nouveaux choix individuels, qui conduisent à de nouveaux modèles familiaux et de nouveaux modes de vie.

Alors que le mariage précoce (autour de l'âge de la puberté) était la solution couramment acceptée pour répondre aux besoins élémentaires d'adolescents à la recherche de

relations plus intimes dans une société profondément traditionnelle qui n'avait pas vraiment évolué avec la politique de modernisation engagée à l'époque du Shah, en l'espace d'un peu plus de 50 ans (1956-2011), l'âge moyen du premier mariage pour les femmes est passé de 18 à 24 ans. Sur la même période, on a assisté à une diminution progressive de la taille moyenne des familles (de 4,8 à 3,5 membres par famille) et à un effondrement du taux moyen de fécondité, qui est passé de 6 à environ 2 enfants par femme. Le taux de croissance global de la population, qui avait atteint son niveau maximum (3,91%) entre 1955 et 1965, a chuté à 1,29% en 2011.

Depuis la reprise du programme de planification familiale en 1989, le pourcentage de femmes mariées qui utilisent des contraceptifs atteint environ 74%. Cela a contribué à réduire le taux de natalité et le nombre de grossesses non désirées, et par suite, à réduire considérablement le taux de mortalité maternelle, qui est passé de 237 (pour 100.000 naissances vivantes) en 1973 à 21 en 2010. L'amélioration de la santé des femmes a également contribué à accroître leur espérance de vie, qui atteignait environ 75 ans en 2011.

Ces changements socioculturels ont favorisé le choix libre du conjoint, les relations préconjugales et les ruptures au sein des familles. Le choix d'un partenaire se fait désormais dans les universités, sur le lieu de travail, dans les parcs, les centres commerciaux, les forums sur Internet, les sites de dialogues en ligne, dans la rue et même pendant les cérémonies et rituels religieux, c'est-

à-dire partout où les jeunes ont l'occasion de se retrouver et de se faire des amis. Les mariages sont nettement moins réglés par les traditionnelles marieuses comme c'était le cas il y a ne serait-ce que dix ans ! La hausse sans précédent des taux de divorce (à Téhéran en 2012, un tiers des mariages se sont terminés par un divorce), est à l'origine d'un nombre croissant de formes moins courantes de relations conjugales, comme c'est le cas de la modalité islamique (chiite) du mariage temporaire (*Sighe* ou *Mut'a*), qui constitue une réponse religieuse face au nombre croissant de comportements sexuels à risque et de relations préconjugales et extraconjugales.

Il existe peu de recherches au niveau national sur les questions de santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes adultes, mais les données disponibles au niveau local montrent que les premières expériences sexuelles des jeunes – filles et garçons – ont désormais lieu dès l'adolescence. En outre, les relations non conventionnelles ont entraîné ce qu'on appelle des « comportements à risque » qui exposent les jeunes à des maladies sexuellement transmissibles comme le VIH/SIDA – le tout étant aggravé par les changements survenus dans les modes de vie et les activités de loisirs, qui incitent à la consommation de nouveaux stupéfiants et boissons alcoolisées, faciles à obtenir à bas prix sur le marché noir. Dans un pays où aucune de ces activités n'est autorisée par la religion ou la loi, ces tendances suscitent l'inquiétude à la fois des familles et des autorités. ■

# > Euromaidan

## Portrait d'une rébellion

**Volodymyr Paniotto**, Université nationale de l'Académie Mohyla de Kiev (Ukraine),  
Directeur général de l'Institut international de Sociologie de Kiev (KIIS) et membre du  
Comité de Recherche en Logique et Méthodologie de l'ISA (RC33)



Concert du très populaire groupe de rock ukrainien Okean Elzy (« l'Océan d'Elza »), sur la place Maïdan le 14 décembre 2013.

« **M**aïdan » est un phénomène sociologique unique en son genre. Des mots tels que « émeutiers » « meeting », ou « manifestation » ne permettent pas de bien cerner sa dynamique. Concrètement, « Maïdan » fait référence à la Place de l'Indépendance à Kiev, mais ce mot est désormais lié de manière indélébile à un campement en perpétuelle évolution qui comprend à la fois un village de tentes et plusieurs immeubles adjacents occupés par les contesta-

taires. Le déroulé des événements d'Euromaidan peut être décomposé en quatre phases.

### > Phase 1 : Le début des manifestations

L'Ukraine et l'Union européenne avaient prévu de signer un accord d'association les 28-29 novembre 2013 au sommet du « Partenariat oriental » à Vilnius. Cependant, à la surprise de la population ukrainienne, les autorités du pays ont

mis un terme à la préparation de cet accord. Le premier meeting du mouvement Maïdan, qui a eu lieu le 24 novembre, a rassemblé entre 50.000 et 100.000 personnes – le plus vaste rassemblement depuis la « révolution orange » de 2004. Les partisans de l'Union européenne ont commencé à dresser des tentes sur la Place de l'Indépendance et des centaines de personnes sont restées toute la nuit. Comme « Maïdan » signifie « place » en ukrainien, les rassemblements qui ont suivi et le campement permanent

>>

sous des tentes ont été dénommés « Euromaïdan ».

### > Phase 2 : L'assaut contre les manifestants et l'évolution de leur profil

Le 30 novembre à 4 heures du matin, plusieurs centaines de membres de la police antiémeute, les « Berkut » [Aigle royal], ont usé de la force pour disperser des partisans de l'intégration européenne, essentiellement des jeunes qui s'étaient réunis sur la place Maïdan. Ce fut plus qu'une simple expulsion de la place – les manifestants ont été frappés et matraqués puis poursuivis le long de la rue Khreschatyk (la rue principale) et des rues adjacentes, jusqu'à la Cathédrale Saint-Michel où des moines ont ouvert les portes et caché les étudiants qui fuyaient.

Ces événements ont provoqué un tollé général. Aussi, le dimanche suivant (le 8 décembre), un nombre record de manifestants, estimé entre 700.000 et 1.000.000 de personnes, sont arrivés sur Maïdan et dans les rues avoisinantes, en provenance de toute la ville mais aussi des régions avoisinantes, principalement les régions de l'Ouest. Qui sont ces gens qui sont venus sur la Place, et quelles étaient leurs revendications ? À la demande de la Fondation *Initiatives démocratiques*, une enquête d'opinion des protestataires a été menée par l'Institut international de Sociologie de Kiev (KIIS) pendant le week-end des 7 et 8 décembre 2013. Nous avons réalisé 1.037 entretiens individuels. L'enquête de suivi a été réalisée le 20 décembre suivant, qui était un jour de semaine, et n'a concerné que les occupants du campement de Maïdan.

Il est nécessaire de dire quelques mots au sujet de la méthodologie que nous avons utilisée. Nous avons vite compris que notre expérience des sondages et des interviews de rue ne nous seraient pas d'une grande aide dans ce contexte qui changeait en permanence, où le nombre d'occupants de la Place Maïdan fluctuait entre 5.000 et 20.000 mais pouvait grimper jusqu'à

100.000 un jour de rassemblement comme le dimanche. Notre méthodologie habituelle, opérationnelle dans un contexte stable, exigeait par conséquent d'être adaptée. En nous basant sur notre technique d'échantillonnage, nous avons identifié différents secteurs de la Place (en incluant les immeubles occupés), et dans chacun d'entre eux nous avons sélectionné les interviewés de manière aléatoire, puis pondéré les résultats en fonction du nombre estimé d'occupants dans chaque secteur. Dans le cas des occupants des immeubles, nous avons eu recours à la procédure habituelle, à savoir l'interview à intervalles réguliers des personnes qui sortaient de l'immeuble. Pour ce qui concerne les occupants de la Place, nous avons délimité plusieurs endroits d'où réaliser les interviews. À côté de l'enquêteur, une ligne de trois mètres de long était tracée, tous ceux qui franchissaient la ligne devant être interviewés. Cependant, dans la pratique, les lignes n'étaient pas visibles, de sorte que les enquêteurs ont créé une ligne imaginaire entre eux et un point de repère visible. Des responsables observaient les interviews au fur et à mesure qu'elles avaient lieu et l'emplacement de chaque interview était photographié d'en haut afin de pouvoir évaluer le nombre de personnes présentes dans ce secteur spécifique, et pouvoir ensuite pondérer les résultats obtenus.

Les deux motifs prépondérants qui ont incité les gens à venir sur la Place Maïdan étaient : la brutale répression à l'encontre des manifestants pendant la nuit du 30 novembre (70%) et le refus de Ianoukovitch de signer l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) (54%). Parmi les autres motivations pour participer aux manifestations, il y avait la volonté d'améliorer les conditions de vie en Ukraine (50%) et de changer la structure du pouvoir dans le pays (39%). Les personnes interrogées ont formulé les revendications suivantes : la libération des manifestants arrêtés, et l'arrêt de la répression (82%) ; la démission du gouvernement (80%) ; la démission de Ianoukovitch suivie de prochaines

élections présidentielles (75%) ; la signature de l'accord d'association avec l'UE (71%) ; l'engagement d'une enquête pénale et la poursuite de ceux jugés responsables des violences perpétrées à l'encontre des manifestants de Maïdan (58%). En résumé, on peut dire que les principales revendications étaient centrées sur des questions de justice sociale et de dignité humaine, ce qui explique que les journalistes aient appelé ces manifestations « la révolution du respect ».

Si l'on compare ceux qui ont participé au campement sur Maïdan et ceux qui ont participé aux rassemblements, il y avait parmi les premiers une forte majorité de personnes qui n'étaient pas de Kiev (81%), alors que parmi les derniers il y avait une majorité d'habitants de Kiev (57%). Parmi les non-résidents, les manifestants venaient majoritairement de l'ouest de l'Ukraine, aussi bien parmi les occupants de la Place (42%) que parmi les manifestants (52%), avec une représentation légèrement plus importante des autres régions parmi les occupants. Le niveau d'études des personnes ayant participé aux rassemblements était très élevé : 64% avaient des études universitaires et 13% supplémentaires avaient commencé des études universitaires. Parmi les occupants, près de 60% étaient des membres de professions libérales, des entrepreneurs et des cadres. En d'autres termes, la plupart des participants aux rassemblements faisaient partie des classes moyennes. Dans le campement cependant, le pourcentage des professions libérales et cadres était plus de deux fois plus faible que parmi les participants aux rassemblements, et parmi les occupants, moins de 50% avaient un diplôme universitaire.

### > Phase 3 : La radicalisation de Maïdan

Maïdan a résisté, semaine après semaine, mais ses revendications n'ont pas été prises en compte et les activistes ont continué à être arrêtés. Les contestataires – qui vivaient dans des tentes à 10 degrés au-dessous de

zéro – se sont radicalisés. Le 16 janvier, le Parlement a voté des lois très dures qui ont augmenté de manière significative les pénalités à l'encontre des manifestants (et que les journalistes ont qualifiées de « dictatoriales »). Indignés par ces lois, les contestataires ont organisé une marche de Maïdan jusqu'au Parlement, qui a été stoppée par la police. Au cours des combats qui ont eu lieu autour des barricades dressées sur la rue Grushevskovo, de nombreuses personnes ont été blessées et plusieurs autres tuées. De plus, des agents infiltrés ont enlevé des manifestants vers les forêts où ils ont été brutalement frappés. Un activiste a été retrouvé mort et plusieurs autres ont été portés disparus.

Le 3 février, le KIIS, avec la participation d'*Initiatives démocratiques* a à nouveau réalisé l'enquête d'opinion sur Maïdan (la première avait été menée le 20 décembre précédent). Pendant ce mois et demi, le campement de Maïdan a été transformé en camp militaire : « Maidan Sich » (« sich » en référence au camp des cosaques de Zaporozhian qui sont le symbole de l'indépendance de l'Ukraine). La proportion de ceux qui étaient prêts à recourir à des formes plus militantes de protestation a augmenté : le pourcentage de ceux favorables à des piquets de grève devant les bâtiments du gouvernement a augmenté de 38 à 56% ; le pourcentage favorable à l'occupation des bâtiments a augmenté de 19 à 41% ; le pourcentage favorable à la création de structures de pouvoir parallèles et de formations militaires a augmenté de 31 à 50%. Les sondages d'opinion nationaux et les nouvelles quotidiennes mettaient en avant la radicalisation des prises de position dans l'ensemble du pays. Les opinions à l'égard de Maïdan

### > Avec quel camp sympathisez-vous dans l'actuel conflit en Ukraine ?

% soutenant	RÉGIONS				
	Total Ukraine	Ouest	Centre	Sud	Est
le gouvernement et Ianoukovitch	23	3	11	32	52
les contestataires	40	80	51	20	8
aucun des deux camps	32	13	33	42	39
ne se prononce pas	5	4	6	7	1

étaient variables selon les régions. Une enquête d'opinion menée par le KIIS entre le 8 et le 18 février dans toutes les régions d'Ukraine, y compris la Crimée (2.032 entretiens individuels), a montré qu'en moyenne, dans l'ensemble du pays, 40% de la population soutenait Maïdan, mais que cela variait de 8% à l'Est à 80% à l'Ouest.

### > Phase 4 : Répression violente et victoire pour Maïdan

Le 18 février, tandis que les préparatifs pour prendre d'assaut Maïdan étaient en cours, la situation s'est aggravée. Maïdan a été encerclé par la police, des tireurs d'élite ont pénétré dans les immeubles occupés, et les affrontements ont commencé, et se sont poursuivis jour et nuit, avec seulement de courtes interruptions les 19 et 20 février. Des armes d'assaut ont été utilisées dans les deux camps. Pendant ces trois jours, plus de 100 manifestants ont été tués ou sont morts de leurs blessures de même que cinq officiers des forces spéciales de police des Berkut. En outre, plus de

1.500 personnes ont été blessées, et environ 300 autres ont disparu sans laisser de trace. Cela a été un traumatisme pour le pays. Au cours de la session parlementaire du 21 février, un certain nombre de membres du parti au pouvoir ont soutenu l'opposition, et le Parlement a émis un vote afin de rappeler toutes les milices et les renvoyer dans leurs casernes.

Au même moment, en présence de représentants de la Pologne, de l'Allemagne, de la France et de la Russie, le Président Ianoukovitch a signé un accord avec l'opposition pour mettre fin à la crise. Cependant, dans la soirée du même jour, il a soudainement disparu. Des tentatives ont été effectuées pour l'intercepter et l'arrêter mais il a réussi à s'échapper vers la Russie. Le Parlement a donc désigné un nouveau gouvernement, et annoncé une nouvelle élection présidentielle, et en conformité avec la Constitution, le président du Parlement a assumé la fonction de Président par intérim. C'est de cette façon que le pouvoir a changé de mains en Ukraine. ■

Reçu le 9 mars 2014

# > La révolution n'a même pas commencé

**Volodymyr Ishchenko**, Université nationale de l'Académie Mohyla de Kiev et directeur adjoint du Center for Society Research, Kiev (Ukraine)



*Maïdan est gagnée par la violence de masse après l'adoption le 16 janvier 2014 par le Parlement ukrainien de lois répressives limitant les libertés civiles.*

rènes de l'économie sont contrôlées par les mêmes bons vieux « oligarques » – des groupes financiers et industriels étroitement liés à l'État. Qui plus est, ils prennent désormais encore plus ouvertement le contrôle à la fois du gouvernement central et de l'administration locale. Le « roi du chocolat », l'Ukrainien Petro Poroshenko (qui a eu des fonctions dans les gouvernements successifs de louchtchenko et de Ianoukovitch) est apparu comme le vainqueur le plus probable des prochaines élections présidentielles. Dans une tentative de légitimer leur pouvoir dans les régions actuellement dans l'opposition, et de renforcer l'unité nationale face à l'intervention russe, le nouveau gouvernement a désigné certaines des plus grosses fortunes d'Ukraine (Ivan Kolomoïskyi, Serhiy Taruta) comme gouverneurs régionaux dans les régions de l'est de l'Ukraine.

La conjoncture politique est plus propice au pluralisme mais cela ne signifie guère que les institutions sont devenues plus démocratiques. La tentative du « clan » Ianoukovitch de monopoliser le pouvoir a reçu un coup d'arrêt au profit d'un pouvoir oligarchique davantage pluraliste. Bien que la nouvelle constitution de 2004 ait donné plus de pouvoirs au Parlement en diminuant ceux du Président, elle peut difficilement être qualifiée de plus démocratique. Les élections au

**É**tant donné que les événements en Ukraine continuent à rapidement évoluer en liaison avec les manifestations « séparatistes » dans les régions de l'Est et du Sud et avec l'intervention militaire russe en Crimée, toute tentative de théorisation doit rester prudente. Cependant, le régime du Président Ianoukovitch a été renversé, et le nouveau gouvernement, qui semble prendre le contrôle de manière plus ou moins efficace de presque tout le territoire ukrainien, a annoncé les premières réformes politiques et économiques.

De nombreux analystes et activistes ont qualifié les événements de « révolution » – « nationale », « démocratique », « anticoloniale » ou « bourgeoise ». Indéniablement, ce qui s'est passé en Ukraine a été une rébellion d'une partie de la population ukrainienne (concentrée essentiellement

dans les régions de l'Ouest et du Centre, mais nettement moins dans les régions de l'Est et du Sud), sous l'autorité bien affaiblie et souvent contestée des partis représentés au Parlement, et qui a fini par entraîner une violente confrontation entre la police et les groupes armés paramilitaires. Résultat : il y a eu un changement des élites au pouvoir. Bien que certains politologues<sup>1</sup> soutiennent que cela est suffisant pour qualifier cette situation de « révolution de type Tilly », le changement des élites qui résulte d'une mobilisation populaire n'est pas dans les révolutions ce qui suscite le plus d'intérêt. En fait, ce qui est généralement recherché et espéré, c'est plutôt une possibilité de changement radical, institutionnel et structurel.

Le soulèvement va-t-il provoquer un changement dans les rapports de classe ou dans la situation économique et sociale de l'Ukraine ? Les

Parlement seront exclusivement organisées au scrutin proportionnel sur la base des listes de partis. La constitution ne prévoit aucun mécanisme permettant au peuple de contrôler les candidats figurant sur les listes (par le biais de primaires par exemple). La direction du parti a un pouvoir quasi absolu sur la composition des listes du parti avec le droit d'exclure des députés dissidents des groupes parlementaires – qui perdent alors automatiquement leur mandat. Il est possible que les règles permettant de contrôler le Parlement conduisent à une répétition du désastre du 16 janvier 2014 lorsque, forçant les procédures et violant la constitution, le Parlement a voté dix lois restreignant la liberté d'expression et la liberté de réunion pacifique.

Une des revendications portées par le mouvement Maïdan, c'est la transparence du pouvoir politique et la lutte contre la corruption. Il s'agit là d'un des problèmes les plus importants qui a fait descendre les gens dans la rue et qui se trouve au cœur du plan d'action du nouveau gouvernement. Cette question ne peut pas être ignorée même si elle est réduite à un phénomène de mode par les néolibéraux. En mettant en place des institutions formelles efficaces et transparentes à la place de processus informels favorisant la petite minorité proche de l'élite au pouvoir, l'Ukraine ferait une avancée importante dans la voie de la modernisation. Cependant, il est fort peu probable que ces questions puissent être résolues sans par ailleurs affronter sérieusement le problème des inégalités et de la pauvreté dans la société ukrainienne. Jusqu'à présent, nous avons seulement constaté le contraire – le gouvernement s'est déclaré pleinement disposé à accepter toutes les mesures

d'austérité exigées par le FMI comme condition pour obtenir les prêts dont le pays a tant besoin, ce qui ne peut qu'aggraver les inégalités économiques. De plus, tout changement dans le sens d'une plus grande transparence dans les opérations menées au niveau des sphères supérieures du gouvernement n'aurait pas le soutien des oligarques, lesquels sont dépendants de toutes sortes de prestations informelles de l'État qui permettent de maintenir leur avantage compétitif dans le cadre du capitalisme périphérique de l'Ukraine. Dans un contexte de concurrence ouverte avec les entreprises européennes au sein de la zone de libre-échange, une protection sélective et l'accès aux ressources publiques seront encore plus importants. La concurrence internationale est le principal facteur de limitation de l'expansion du capital ukrainien, d'où l'importance de la protection de l'État, qui a lui-même à faire face à des pressions concurrentielles en provenance de l'Union européenne et de la Russie. Paradoxalement, la révolution « anticoloniale » de l'Ukraine semble accroître la dépendance économique du pays.

Dans un contexte de soutien international, la violence a prouvé son efficacité pour dénoncer le degré élevé mais incohérent de répression exercé par Ianoukovitch.<sup>2</sup> Cependant, cela a aussi eu un certain nombre de conséquences néfastes. Parmi elles, l'ascension de la coalition « Secteur droit », qui inclut ouvertement des groupes néonazis et dont les manifestations sur la place Maïdan, d'abord marginales, sont montées en puissance au point de devenir en l'espace de trois mois un élément influent de la politique ukrainienne. Ces manifestations ne peuvent pourtant pas être qualifiées de « coup d'état fasciste »

– comme le font les médias russes et certaines analyses gauchistes – car cela impliquerait une prise de pouvoir organisée et armée, ce qui n'est pas le cas. D'une façon générale, Secteur droit et le mouvement Maïdan ont largement échappé au contrôle des partis politiques arrivés au pouvoir. Secteur droit a des armes (saisies dans les services de police) et a gagné un certain soutien populaire comme héros d'une rébellion populaire réussie.

Comme dans le cas des grandes révolutions du passé, l'intervention étrangère est un facteur essentiel pour limiter ne serait-ce qu'un aussi faible potentiel de libération que celui d'Euromaïdan, où les sentiments nationalistes croissants ont contribué à mettre de côté la question du contrôle des citoyens sur le programme du gouvernement et sur les autres projets sociaux. Ainsi, en cas d'une nouvelle montée de la grogne liée à la situation économique et sociale – cette fois-ci contre les mesures d'austérité du nouveau gouvernement et son régime ouvertement oligarchique –, celle-ci sera vraisemblablement menée par l'extrême droite populiste et non par la nouvelle gauche, sensiblement plus faible. Ainsi, peu de place sera laissée au développement d'un plus vaste mouvement national – si nécessaire dans un pays culturellement divisé –, ce qui risque fort d'alimenter la dynamique de désintégration de l'État sans conduire à une transformation sociale. ■

Reçu le 9 mars 2014

<sup>1</sup> <http://www.psa.ac.uk/insight-plus/blog/ukraine%E2%80%99s-euromaidan-tillyan-revolution-can-lead-second-crimean-war>

<sup>2</sup> <http://www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2014/02/26/why-ukraines-yanukovich-fell-but-so-many-analysts-including-me-predicted-he-would-survive/>

# > Transformer le développement humain

**Yuan Tseh Lee**, président de l'International Council for Science (ICSU) et ancien président de l'Academia Sinica (Taïwan), et **Andrew Wei-Chih Yang**, adjoint spécial du président de l'ICSU

**I**l y a deux ans, lors d'un meeting, nous débattions de la nécessité de freiner le développement pour lutter contre les dangers du changement climatique, lorsqu'un collègue africain s'est exclamé : « Non. Notre peuple est misérable. Nous avons besoin du développement. Et si cela implique de détruire la planète, eh bien nous mourrons tous ensemble ! ».

Ces mots nous ont durablement marqués. Outre le fait que nous n'étions pas d'accord pour mourir ensemble, ces mots exprimaient bien une vérité : ceux qui sont pauvres et souffrent de la faim dans le monde ont droit à une vie décente. Tous les êtres humains y ont droit. On ne saurait nier l'injustice d'un monde dans lequel 1,3 milliard de personnes n'ont pas l'électricité et 2,5 milliards vivent avec moins de 2 dollars par jour tandis que les plus riches consomment trop.

Et il est indéniable qu'ils consomment trop. Aujourd'hui, l'ensemble des êtres humains consomment 50% de ressources de plus que la Terre n'en produit chaque année.<sup>1</sup> En 2012, 105 académies des sciences du monde entier ont lancé un avertissement solennel : la surconsommation et la surpopulation soumettent notre planète à très rude épreuve.<sup>2</sup> Si nous continuons sur cette voie, les scientifiques prédisent que le réchauffement de la planète au cours de ce siècle

**“ Ni avancées graduelles ni petites réformes d'appoint ne seront suffisantes ”**

sera d'au moins 4°C. Le climat va changer, des espèces entières vont disparaître, et des catastrophes naturelles entraîneront le déplacement de centaines de millions de personnes.<sup>3</sup>

Telle est la situation d'impasse à laquelle se trouve confronté l'être humain en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle : une planète avec des ressources limitées et une capacité limitée pour absorber l'impact des activités humaines, avec 7 milliards d'habitants dont la consommation et l'impact sur l'environnement sont déjà trop importants. Et pourtant, 2,5 milliards d'êtres humains devraient avoir droit à beaucoup plus, tandis que 2 milliards d'êtres humains supplémentaires devraient les rejoindre d'ici 2050.

**> Comment tous les êtres humains pourraient-ils vivre mieux sans pour autant détruire la planète ?**

Croire que notre mode actuel de développement pourrait fonctionner est absolument insensé. Avec une population de 7 milliards d'habitants,

ce modèle – qui donne la priorité à la consommation et à la croissance – revient pour l'avenir à condamner des milliards d'êtres humains à la misère et à laisser un environnement dévasté. Une fois atteint le cap des 9 à 10 milliards d'êtres humains, il risque d'entraîner la destruction de la planète et de mettre fin à tout semblant de bien-être humain.

**> Il nous faut trouver une autre voie**

Notre seule possibilité d'offrir à tout un chacun une vie digne *dans les limites* de ce que la planète peut donner est de transformer entièrement *notre mode de développement*. Ni avancées graduelles ni petites réformes d'appoint ne seront suffisantes. Ce qui s'impose, c'est une transformation générale. On peut se demander à quoi ressemblera une fois transformé ce développement véritablement durable. Il prendra vraisemblablement de multiples formes, au fur et à mesure que les hommes innoveront et s'adapteront. Mais il devrait remplir trois objectifs :

- Le développement durable doit préserver notre planète et sa capacité à subvenir aux besoins vitaux, car les générations présentes et futures en dépendent.<sup>4</sup>
- Le développement durable doit poser une limite à la croissance – à la croissance de la population et de la

>>

consommation en particulier – car une croissance illimitée est impossible sur une planète limitée.

- Le développement durable doit être équitable, car sans équité, on peut difficilement développer un sens d'appartenance – « cette planète est aussi la nôtre, et nous en sommes les gestionnaires ».

En résumé : le développement durable consiste à répondre aux besoins des générations présentes et futures – de manière équitable et dans les limites de notre planète.

### > Comment les sociologues (et les autres spécialistes en sciences sociales) peuvent-ils y contribuer ?

La véritable question serait plutôt : comment peuvent-ils ne pas le faire ? L'origine de cette situation de crise n'est pas à chercher dans une science physique abrupte mais dans un développement humain qui n'est pas viable – au niveau de ses institutions, de ses comportements et de ses valeurs. Autrement dit, c'est sur le terrain des sciences sociales que les principales batailles pour la durabilité devront être menées.

On peut aussi se demander : « Qu'en est-il des sciences naturelles et de la technologie ? ». Elles sont effectivement cruciales pour nous aider à progresser vers une société à faible émission de carbone, mais loin d'être suffisantes. À vrai dire, science et technologie ont souvent été un facteur influant fortement dans le sens de l'exploitation des ressources, du consumérisme et de la croissance – car c'est cela, et non la préservation de l'environnement, qui a fait rêver les personnes et les nations. Tant que les nations continueront de rêver à une croissance et à une consommation infinies, même les « technologies vertes » seront développées à

ces fins, bien au-delà de ce que la planète peut supporter.

Mais si nous sommes capables de transformer ces rêves et les valeurs, comportements et institutions qui leur sont associés, alors c'est la finalité elle-même de la technologie que nous transformerons. Or les sciences sociales ne sont pas seulement adaptées à une transformation de ce type. Elles sont essentielles. Les domaines d'intervention possibles sont légion. En voici trois :

**1. Notre conception du « développement » et des « besoins » :** La définition du développement durable qui prévaut aujourd'hui – celle de la Commission Brundtland en 1987 – n'incluait pas la définition du sens des mots « développement » et « besoins ». Qu'entend-t-on par « développement » – un luxueux mode de vie à l'occidentale, ou une vie où l'on est content de ce que l'on a ? Et de quoi les êtres humains ont-ils « besoin » ? Une personne qui dort survit avec une provision constante de 100 watts, alors qu'un Américain moyen en consomme 10.000, tandis qu'une initiative suisse suggère 2.000 watts pour tous. Quelle est la quantité appropriée ? Si ces questions sont certes délicates, ne pas y répondre revient à dire que « tout est permis » – y compris des niveaux de déchets effarants. En unissant leurs efforts, sociologues, économistes, historiens, psychologues et autres spécialistes des sciences sociales pourraient certainement proposer des idées plus adaptées.

**2. Population :** On parle tant dans le monde entier d'une population de 9 à 10 milliards d'individus d'ici à 2050 qu'on pourrait penser que c'est une situation inéluctable alors qu'il ne s'agit que d'une simple projection. Or la population n'est pas une fatalité. Elle est très largement déterminée par les normes sociales, l'économie, la sécurité des parents et les poli-

tiques publiques – ce qui fait que la situation est mûre pour l'intervention des sciences sociales.

**3. Coopération globale :** notre système de gouvernance fondé sur la nation s'est révélé largement inapproprié face au changement climatique, qui est une menace globale. Nous avons besoin d'institutions supérieures, à l'échelle globale. Il est temps de mettre sérieusement à profit et en application la mine de connaissances des sciences sociales en matière de schémas institutionnels.

Le potentiel de la sociologie et des sciences sociales pour accentuer la transformation du développement humain est littéralement infini. Mais, à moins de convertir ce potentiel en actions concrètes, cela n'aura guère de conséquences. Et nous ferions mieux de nous y mettre. Les scientifiques ont démontré que si nous ne nous détournons pas de ce développement non viable avant la fin de cette décennie, il risque d'être trop tard. Alors quel jugement les générations futures porteront-elles sur nous ?

Pour revenir à ce meeting auquel j'ai assisté il y a deux ans, il s'est avéré en fin de compte qu'il n'y avait aucun désaccord. Nous étions tous unis par l'espoir d'un genre de développement très différent – nettement plus équitable et résolument inscrit dans les limites de notre planète. ■

<sup>1</sup> Global Footprint Network: <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/>

<sup>2</sup> Inter-Academy Panel, *Statement on Population and Consumption*: <http://www.interacademies.net/10878/19191.aspx>

<sup>3</sup> The World Bank, *Turn Down the Heat*: [http://climatechange.worldbank.org/sites/default/files/Turn\\_Down\\_the\\_heat\\_Why\\_a\\_4\\_degree\\_centrigrade\\_warmer\\_world\\_must\\_be\\_avoided.pdf](http://climatechange.worldbank.org/sites/default/files/Turn_Down_the_heat_Why_a_4_degree_centrigrade_warmer_world_must_be_avoided.pdf)

<sup>4</sup> Griggs D. et al., "Policy: Sustainable development goals for people and planet", *Nature* 495, pp. 305-307, 21 mars 2013 : <http://www.nature.com/nature/journal/v495/n7441/full/495305a.html>

# > Changement climatique :

## Notre destin est entre les mains du marché

Herbert Docena, Université de Californie à Berkeley (États-Unis)



Au moment où, après plus de 20 ans de négociations onusiennes, les émissions de gaz à effet de serre poursuivent leur envolée, les dirigeants internationaux comptent plus que jamais sur le marché pour nous sauver de la catastrophe d'un réchauffement de 4°C ; mais une coalition de gouvernements et de mouvements sociaux résistent. Herbert Docena présente un compte rendu de la Conférence des Nations unies sur le Changement climatique qui s'est tenue à Varsovie du 11 au 22 novembre 2013.

*La manifestation organisée par les mouvements sociaux dans les rues de Varsovie, en Pologne, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le Changement climatique.*

**P**our la deuxième année consécutive – et à la veille de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique – un super typhon s'est abattu sur les Philippines. Pour les délégués réunis à Varsovie et ceux restés dans leur pays, il s'agissait là encore d'une preuve supplémentaire que le changement climatique n'est pas seulement déjà une réalité mais aussi que ceux qui y ont le moins contribué sont les plus durement touchés.

>>



Une « réunion informelle » entre négociateurs du changement climatique, pour mettre au point le compromis final.

Mais au-delà de cette constatation, le typhon Haiyan – au même titre que d'autres phénomènes climatiques extrêmes – a contribué à étayer l'affirmation, exprimée par de nombreux délégués à Varsovie, que les négociations onusiennes sont d'ores et déjà « un lamentable échec », selon les termes utilisés par l'un d'eux. Pourtant, au lieu de changer de cap, ces négociations sont en train de prendre une orientation plus dangereuse encore. Moins divisés que par le passé, les gouvernements des pays développés comptent encore davantage sur le marché pour résoudre le problème. Mais un mouvement global, qui inclut des gouvernements et des mouvements sociaux aux objectifs divers, est également en train de se mobiliser pour préconiser une autre voie possible.

### > Une question de responsabilité

La conférence de Varsovie n'a été que le dernier épisode d'une série de sommets que les gouvernements du monde entier ont organisés de manière toujours plus fréquente depuis leur première réunion en 1972 à Stockholm pour traiter de la crise écologique globale. En 1992, une convention-cadre intergouvernementale a été signée pour « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ».

Une tâche aussi clairement définie s'est néanmoins révélée beaucoup plus ardue car elle n'implique rien moins que des transformations qui s'interconnectent avec la manière dont nous vivons – qu'il s'agisse de changer nos ampoules électriques ou de réformer nos infrastructures énergétiques nationales, jusqu'à, comme certains l'ont affirmé avec force, remplacer purement et simplement le système capitaliste. Et comme tout changement, ces transformations ne pourront manquer de porter préjudice à certains et de bénéficier à d'autres.

Il n'en existe pas moins un consensus de base sur la manière de procéder : les pays développés ont l'obligation, en vertu de la convention-cadre de 1992, de « donner

l'exemple » en matière de réduction des émissions. Mais dans la mesure où même leurs efforts ne suffiraient pas, les pays en voie de développement sont également priés de faire un effort, ce pour quoi il leur faut des ressources et de la technologie en provenance des pays développés. Et parce qu'ils sont plus vulnérables, mais ont également moins de ressources pour lutter contre le changement climatique, ils ont aussi besoin d'aide pour s'adapter et faire face aux effets du changement climatique.

Ceci s'est avéré plus difficile que prévu, car derrière ce consensus de base, existent de graves conflits latents, entre des partenaires inégaux, au sujet de la distribution des coûts et des bénéfices mais aussi du sens à donner aux actions des peuples ainsi que des termes de leurs relations mutuelles – des conflits concernant le type de peuples qu'ils représentent et du traitement qu'ils méritent de recevoir des autres.

De crainte qu'on ne soit en train de leur faire porter la responsabilité de résoudre un problème qu'ils n'ont pas plus provoqué qu'ils n'en ont tiré avantage, les pays en développement soutiennent que les pays riches sont « moralement obligés » de faire ce qu'ils ont à faire parce qu'ils sont « historiquement responsables » d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et se sont enrichis au cours de ce processus. Les pays développés doivent être contraints de faire ce qui s'impose, voire sanctionnés – et non simplement encouragés ou « invités » à le faire.

La plupart des négociateurs des pays développés que j'ai interviewés ont rejeté avec véhémence une telle position, au prétexte qu'ils ne peuvent pas être tenus pour responsables d'activités dont ils ignoraient les conséquences. Si un effort plus grand leur est demandé aujourd'hui, c'est seulement parce qu'ils sont plus capables de leadership ou de charité – mais en aucun cas parce qu'ils sont coupables. Ils ne font pas partie des gens qui méritent d'être punis, seulement de ceux qui doivent être encouragés.

### > Une question de développement

Ce qui complique encore les choses, c'est que ces luttes concernant le statut moral et les hiérarchies de responsabilité se doublent de luttes concernant le meilleur moyen de soutenir ou de relancer la croissance – ou plus fondamentalement si cela devrait être vraiment l'objectif à atteindre – dans un contexte de ralentissement prolongé de l'activité économique.

Face à la préoccupation croissante liée aux questions environnementales, et face au spectaculaire essor et à la vogue de mouvements écologistes radicaux qui dans les années 70 jugeaient le capitalisme responsable de la situation, des dirigeants et des experts des pays de l'OCDE, l'ONU, la Banque mondiale, des associations de défense



de l'environnement et des entreprises ont mis en avant la notion de « développement durable », autour de laquelle ils ont fait bloc : une notion selon laquelle la solution à la crise écologique mondiale ne doit pas entraver le processus d'accumulation ; en fait, le développement durable dépend et peut même contribuer à accentuer la croissance.

Depuis, c'est devenu la justification et le projet tenus pour acquis de nombreux gouvernements, organismes multilatéraux et organisations issues de la « société civile ». Il suffit, disent-ils tous, d'une « meilleure gestion globale de l'environnement » ou de davantage de dispositions réglementaires quant à l'usage que nous faisons de la nature. Mais ils sont cependant en conflit sur ce que cela implique.

À une extrémité, on trouve les États-Unis, qui se sont fait les chantres d'une réglementation plus néolibérale : il faut s'en remettre au marché, et non à quelque autorité supérieure internationale, pour réglementer notre accès à la nature. Les pays devraient seulement être invités à « s'engager » volontairement sur leurs objectifs de réduction des émissions ; aucun plafond ne devrait être imposé d'en haut. C'est la perspective de profits plus élevés qui devrait inciter les capitalistes à passer d'une énergie polluante à une énergie verte, ou à investir à l'étranger dans des projets de technologies propres.

À l'autre extrémité, se situe l'Union européenne (UE), qui avait préconisé une réglementation de type plutôt social-démocrate : les États, agissant de concert, devraient assumer un rôle plus actif pour faire respecter les réductions d'émissions, orienter les flux de capitaux vers des technologies plus propres et ainsi de suite.

Parmi les capitalistes, le clivage essentiel s'est fait entre ceux dont la prospérité est liée aux combustibles fossiles ou capitalisme « gris » et ceux qui sont liés au capitalisme « vert », c'est-à-dire qui sont partie prenante dans les énergies renouvelables, le commerce de droits d'émission de carbone, et dans toutes les opportunités de faire des profits offertes par le changement climatique. Les premiers sont plus à l'aise avec l'approche nord-américaine, tandis que les derniers ont tendance à se rallier derrière l'UE. D'autres, qui ont investi dans les deux « couleurs » du capitalisme, trouvent certains éléments des deux approches à leur goût.

Le bloc des pays en développement, qui comprend plus de 130 pays, a toujours présenté une plus grande diversité, mais il s'est généralement trouvé uni par l'idée partagée que la justice redistributive devait être au cœur des solutions à trouver, et qu'il fallait une réglementation punitive qui soit déterminée par les États (comme par exemple l'imposition de taxes et de sanctions) et que d'une manière générale les marchés devaient être subordonnés à la société (globale).

Mais des divisions internes subsistent au sujet d'objectifs plus généraux : Nombreux sont ceux qui semblent adhérer au projet de « développement durable » qui a été élaboré par les dirigeants et intellectuels des pays du Nord, alors que d'autres ont cherché à en redéfinir le sens afin qu'il ne se limite pas à soutenir le développement capitaliste en préservant la nature.

### > Un compromis raté

Durant les premières années de négociations, l'approche néolibérale « *no-caps no-commitments* » [ni plafonds, ni engagements] proposée par les États-Unis a tôt fait d'être rejetée, suite à la forte opposition à la fois de l'UE et des pays en développement. À sa place, ce qui s'est imposé par la suite a été un compromis d'objectifs conclus avec les marchés ou *cap-and-trade* [de plafonnement des émissions et d'échanges d'émissions], en vertu duquel les pays développés auraient droit à des quotas d'émissions inférieurs aux niveaux d'émission qu'ils avaient en 1990, en même temps que serait mis en place un marché des émissions de carbone où ils pourraient acheter des quotas supplémentaires.

Inscrit dans le Protocole de Kyoto de 1997, cet accord est dans un premier temps apparu comme acceptable à la fois par les États-Unis et par les groupements de pays développés menés par l'UE, dans la mesure où il permettait d'associer les mécanismes du marché (auxquels les néolibéraux étaient attachés) à la limitation des émissions (que les non-néolibéraux appelaient de leurs vœux) mais aussi parce qu'il renforçait leur déclaration commune d'innocence : à la différence de la réglementation punitive défendue par les pays en développement, une réglementation axée sur le marché ne les stigmatise pas comme coupables susceptibles d'être punis.

Bien qu'en grande partie opposés aux mécanismes du marché et mécontents des faibles objectifs qui avaient été fixés, les pays en développement ont quand même ratifié l'accord car des objectifs contraignants de plafonnement des émissions ont au moins été imposés et les pays en développement en ont été exemptés, mais aussi parce qu'on leur a promis des fonds et des ressources technologiques par le biais des marchés. Mais en fin de compte cela s'est avéré insupportable pour ceux qui aux États-Unis étaient indignés non seulement par les plafonnements mais aussi par l'exemption accordée aux pays en développement – une exemption qui, outre qu'elle était perçue comme une menace pour la compétitivité des États-Unis, contredisait la revendication morale des États-Unis selon laquelle ils n'étaient pas plus coupables que d'autres de sorte que leurs obligations ne devraient pas non plus être différentes de celles d'autres pays. Les États-Unis ont ainsi fini par laisser tomber le protocole, alors que pratiquement tous les autres pays s'y sont ralliés.

Plus de dix ans après son entrée en vigueur, le compromis n'a pas abouti à grand-chose. Si certains pays ont réussi à réduire leurs émissions, ce n'est qu'en raison du ralentissement de la croissance dû à la récession économique ou parce qu'ils ont pu acheter à bas prix des crédits de compensation sur un marché des émissions de carbone marqué par les failles de sa législation et aujourd'hui en train de s'effondrer. D'une manière générale, les émissions sont aujourd'hui 60 à 70% plus élevées qu'aux débuts des négociations sur le climat dans les années 90. Et très peu de financements ou d'apports technologiques ont été transférés vers les pays en développement.

Les négociations tournant en rond ces dernières années, nombreux étaient ceux à Varsovie qui avaient espéré que le typhon le plus puissant jamais enregistré changerait au moins l'orientation des négociations. « Nous pouvons faire cesser cette folie, ici à Varsovie », a plaidé le principal négociateur pour les Philippines, qui n'a pu retenir ses larmes lors de la séance d'ouverture.

### > Nous allons droit au désastre

Au lieu de cela, les négociations ont suivi une voie qui avait été auparavant abandonnée. Et contrairement à ce qui s'était passé antérieurement lorsque le groupe mené par les États-Unis et celui de l'Union européenne avaient voulu suivre chacun leur propre voie, cette fois-ci ils ont semblé converger. Car même l'UE est en train de se ranger derrière les États-Unis – ou au moins de s'abstenir de proposer clairement une solution alternative, comme elle l'avait fait dans les années 90.

En renonçant aux plafonnements tout en favorisant l'échange de droits d'émission, les gouvernements des pays développés sont en train d'abandonner le compromis *cap-and-trade* [de plafonnement des émissions et d'échanges d'émissions] au profit d'un accord *no-cap-just-trade* [d'échange des droits d'émissions sans plafonnement des émissions]. Moins divisés que jamais, ils sont en train de s'éloigner encore plus d'une réglementation directe et de compter encore plus sur le marché pour résoudre la crise du climat.

Car comme ils l'ont défendu à plusieurs reprises durant les négociations, il faut pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> que les États « catalysent » les investissements du secteur privé dans les énergies vertes en donnant un « prix » à la nature, en développant et reliant entre eux les marchés nationaux et régionaux d'émissions de carbone, et en créant des « conditions favorables » au moyen de politiques libérales d'investissement et de subventions – des mesures qui exigent en fin de compte une décision des États au plus haut niveau.

Ainsi que l'a exprimé à Varsovie le négociateur pour le Canada, il s'agit pour les gouvernements du monde entier

de faire passer le message que « le changement climatique est une bonne chose pour les affaires ». Et les gens qui sont dans les affaires, si l'on suit la logique du « développement durable », sont des gens qui méritent d'être courtisés ou rassurés – plutôt que contraints ou punis – afin qu'ils nous aident à sortir de la crise du climat. Gouverner avec l'aide du marché revient de fait à confier au marché l'avenir de notre planète.

Mais ce tournant qui a été pris en faveur d'une solution encore plus néolibérale semble en même temps galvaniser le camp adverse. Malgré les fractures internes grandissantes et les pressions croissantes auxquelles ils sont exposés, la plupart des gouvernements des pays en développement sont restés unis pour affirmer que ce sont les États et non les marchés qui devraient veiller directement à ce que les émissions de CO<sub>2</sub> soient réduites de manière drastique et que des moyens financiers et technologiques soient mobilisés à cet effet.

Au moins une part de cette position intransigeante pourrait être attribuée à l'influence croissante des gouvernements de gauche ou d'orientation de gauche comme ceux du Venezuela, de Bolivie, d'Équateur et d'autres pays du bloc des pays en développement. Bien qu'ils continuent à être maintenus à l'écart et parfois même délibérément réduits au silence, les négociateurs de ces pays semblent avoir joué un rôle prépondérant dans le blocage réussi de la campagne acharnée des pays développés en faveur de « marchés d'émission de carbone connectés à l'échelle globale ». Ce sont également eux qui ont été aux avant-postes pour défendre des « mécanismes non fondés sur le marché » ou une approche *caps-no-trade* [des plafonds d'émission mais pas d'échange de droits d'émission] pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Face aux solutions du marché, cela constitue vraisemblablement l'alternative la plus consistante qui ait jamais été présentée lors des pourparlers.

La « société civile », elle aussi, a paru être en accord avec cette alternative. Quelque 800 représentants d'ONG, de syndicats et de mouvements sociaux – à la fois radicaux et modérés – ont quitté les négociations pour protester contre l'orientation qu'elles étaient en train de prendre. Tout cela semblait avoir freiné l'offensive visant à laisser le sort de la planète entre les mains du marché. Mais à moins que les gouvernements des pays en développement et les mouvements sociaux du monde entier soient capables d'exercer une influence véritable sur les gouvernements des pays développés ; à moins que la communauté internationale ne parvienne à faire pression sur tous ceux qui décident de ce qu'il convient de produire, en quelle quantité et avec quelles sources d'énergie (même dans les pays en développement), le monde va se diriger désormais vers une hausse de la température globale de 4°C – vers un monde dans lequel Haiyan serait en comparaison un épisode banal. Nous avons besoin d'une force plus puissante que celle des super typhons pour échapper à ce destin. ■

# > Péripéties et ravages de l'urbanisation chinoise

Feizhou Zhou, Université de Pékin (Chine)



*Un paysan irrigue son champ alors que son avenir réside ailleurs, dans les appartements des villes nouvelles de Chine.*

**D**epuis les temps les plus anciens, la plaine de Chengdu a été une zone agricole densément peuplée. En 2007, le gouvernement central a choisi la ville de Chengdu comme « région pilote pour la coordination du développement urbain et rural » avec l'objectif de modifier les rapports entre les zones urbaines et

rurales. Les réformes adoptées ont eu un fort effet d'entraînement sur d'autres régions et ont été, depuis 2009, étudiées, apprises et copiées. L'essentiel du projet de Chengdu est d'encourager les paysans à déplacer des communautés villageoises traditionnelles généralement dispersées vers des appartements situés dans des immeubles construits avec des

>>

fonds publics. Chaque immeuble peut héberger entre 100 et 500 familles, soit l'équivalent d'une à trois communautés villageoises. Ces projets d'habitation ont été dotés d'infrastructures de base comprenant l'eau courante, l'électricité, le gaz, l'accès routier, le ramassage des ordures et des centres de mise en forme. La qualité de vie y est proche du niveau moyen des petites villes rurales. Le projet de relocalisation est désigné par les autorités locales par des formules comme « Nouvelle construction dans les campagnes » ou « Pour un équilibre du développement urbain et du développement rural ». Cependant, pour certains médias, le projet est connu comme celui des « villages en voie de disparition ».

Pendant ce temps, les modes d'exploitation agricoles sont aussi dans une phase de transition. Depuis les années 80, le processus de décollectivisation a donné lieu au « contrat de production avec la famille » (*baochan daohu*), et les droits sur la terre, en termes de conditions et de revenus, ont été équitablement répartis entre les villageois. En conséquence, chacune des familles du village a reçu plusieurs parcelles de terre, mais il y avait toujours une parcelle qui était proche du logement familial. Déménager dans un immeuble a conduit à augmenter la distance entre le lieu d'habitation des paysans et leur parcelle de terre. De nombreux paysans devaient marcher pendant une à deux heures, et parfois plus, pour gagner leurs terres. C'est dans ces circonstances que le gouvernement local a invité des sociétés urbaines à investir dans les campagnes, en louant de grandes parcelles de terre pour y planter des cultures à forte valeur ajoutée. À Chengdu, le prix de location des terres tourne autour de 800 à 1.000 yuans par *mu* [unité de mesure chinoise], à peu près l'équivalent du rendement annuel obtenu par les paysans pour des cultures vivrières. Ainsi, quand les paysans ont déménagé dans les nouvelles cités d'habitation, leurs parcelles de terre ont été reprises par des sociétés ur-

baines, et les exploitations familiales traditionnelles ont été converties en entreprises agricoles.

La vie en appartement a considérablement changé les activités productives et le mode de vie des paysans. D'un côté, comme les paysans n'ont pas d'espace pour cultiver des légumes et des fruits ou pour élever des animaux comme des cochons ou des poulets, le revenu de la location est le seul revenu qu'ils tirent de leurs terres. D'un autre côté, ils doivent maintenant payer pour leur subsistance de base – nourriture, eau, gaz, etc. Selon l'enquête que nous avons menée à Chengdu, les frais de subsistance des paysans qui habitent en appartement ont augmenté en moyenne de 30%. Ce ne sont pas seulement les rapports de production mais aussi les relations sociales qui avaient cours dans le village et le mode de gestion qui se trouvent bouleversés par les changements dans les modes d'habitat et par la fusion des villages. Si l'impact profond des réformes n'est pour l'instant pas encore connu, celles-ci ne peuvent être comprises que dans le contexte du processus chinois actuel d'urbanisation accélérée.

Le système foncier chinois fait coexister deux types de propriété : la propriété collective des terres rurales et la propriété d'État des terrains urbains. Si des villes ont besoin de terres rurales pour le développement urbain et la construction, il leur faut d'abord convertir juridiquement la propriété collective de terres rurales en propriété d'État. Cette procédure est désignée comme « réquisition des terres » (*tudi zhengyong*). Seuls les gouvernements locaux ont le droit de réquisitionner et de vendre les terres.

Les administrations locales peuvent tirer d'importants revenus fonciers des « frais de transfert de propriété » (*tudi churangjin*), en expropriant des terres rurales qu'elles revendent ensuite à des promoteurs urbains. En 2013, le montant total des frais de transfert de propriété à

l'échelle nationale a été de plus de 4.120 milliards de yuans, ce qui représente plus de 59% des recettes fiscales des collectivités locales. Par ailleurs, depuis que les administrations locales sont autorisées, suite à la réforme du partage des recettes, à retenir la majeure partie des recettes fiscales issues de la construction urbaine, elles retirent un avantage considérable à participer à la construction urbaine. Cette part des recettes fiscales et les frais de transfert de propriété constituent la base de ce qu'on appelle « régime fiscal local axé sur le foncier » (*tudi caizheng*).

Outre le fait qu'il utilise des fonds qui ne lui appartiennent pas pour financer le développement urbain et la construction, le gouvernement local est par ailleurs tenu d'effectuer des investissements dans les infrastructures publiques municipales, qui dépassent largement ses capacités financières. La loi interdit aux gouvernements locaux de contracter des prêts pour financer la construction urbaine. Les organismes publics ne peuvent ni obtenir des prêts en provenance directe d'institutions financières ni se porter garants de prêts. Or dans la pratique, les gouvernements locaux ont coutume d'utiliser les ressources fiscales comme capital social pour mettre en place des sociétés publiques, comme par exemple des sociétés de développement de l'investissement urbain, des sociétés de transport urbain, des groupes d'épuration des eaux, des centres de réserves foncières, et ainsi de suite. Ces sociétés sont en général gérées par le Comité local d'administration des biens appartenant à l'État, qui est une division de l'administration municipale ou du district. La principale fonction de ces sociétés est d'obtenir des prêts bancaires pour financer la construction urbaine en hypothéquant auprès des banques les terres appartenant à l'État et transférées au gouvernement local destinées à la construction. Presque tous les districts et toutes les villes de Chine possèdent désor-

mais ce type de sociétés, connues sous le nom de « plateformes locales de financement » (*difang rongzi pingtai*). Ces plateformes de financement obtiennent généralement des prêts équivalant à 70% de la valeur estimée des terres hypothéquées et qui sont investis dans les infrastructures urbaines et les biens publics. Selon une enquête menée par le gouvernement central, les collectivités locales avaient, à la fin du mois de juin 2013, une dette totale de 17.900 milliards de yuans. L'essentiel de cette dette était imputable aux plateformes de financement.

Sur la base de ces éléments, on comprend que l'expansion urbaine est étroitement liée à un puissant mécanisme fiscal et financier basé sur le foncier. Tout d'abord, le gouvernement local peut obtenir des terres appartenant à l'État en les réquisitionnant au titre du développement urbain, et obtenir des recettes tirées de la vente de ces terres. Ensuite, en ayant recours aux plateformes locales de financement, le gouvernement local peut utiliser les terres en les hypothéquant afin d'obtenir des prêts bancaires en vue d'investir dans l'immobilier urbain. Cette synergie entre la terre et la finance est à l'origine de cités prospères en constante évolution, qui sont nées de processus très

différents de l'urbanisation traditionnelle qui était basée sur l'industrie et les concentrations de population.

La clé pour mener à bien ce nouveau modèle d'urbanisation est de posséder suffisamment de terres propriété de l'État à hypothéquer et à faire fructifier. Cependant, au nom de la protection des terres arables et de la sécurité alimentaire, le gouvernement central exerce un contrôle strict sur l'étendue des terres arables que les gouvernements locaux peuvent exproprier. La réforme de Chengdu est le résultat de forces contradictoires : d'un côté, un strict contrôle de l'expropriation des terres, de l'autre, des besoins très importants de terres pour l'urbanisation.

Dans les campagnes chinoises, la terre rurale constructible (*zhajidi*), qui est une terre sur laquelle des maisons sont construites, ne fait pas partie des terres arables. Du fait du modèle d'habitation traditionnel avec cour, les paysans ont habituellement une grande surface habitable. L'une des principales motivations du projet d'urbanisation de Chengdu pour déplacer les paysans dans des immeubles est de « produire » de la terre pour l'urbanisation. Une fois les paysans relogés dans les immeubles, leur propriété vacante peut devenir

une terre arable après avoir été réaménagée. De cette façon, le gouvernement local peut utiliser « l'augmentation » des terres arables pour obtenir les terres nécessaires à l'expansion urbaine. Par exemple, après que les villageois ont déménagé dans des immeubles, un village a récupéré 100 *mu* de surface habitable et les a transformés en terre arable. Ensuite les villes peuvent s'approprier 100 *mu* de terre arable là où cela est nécessaire pour le développement urbain. En même temps, la quantité totale de terre arable reste inchangée.

Ainsi, de manière générale, le changement dans les modes d'habitation des paysans, qui sont passés de propriétés dispersées à des blocs d'appartements concentrés, est la dernière source de terres et de capital pour l'urbanisation de la Chine rurale. Si les paysans ne renonçaient pas à leurs propriétés, il n'y aurait pas pour les gouvernements locaux de terres arables à réquisitionner, et pas de terres à hypothéquer pour obtenir des prêts bancaires. Le rythme de l'urbanisation serait bien plus lent. Actuellement, l'expérience de Chengdu est imitée dans de nombreuses régions de Chine, donnant lieu à une rapide expansion urbaine dans les zones rurales. ■

# > Expropriations de terres et corruption

Yonghong Zhang, Université Sun Yat-Sen, Guangdong (Chine)



Des villageois affichent des slogans pour protester contre la corruption locale à Shenzhen.

**A**u cours du processus d'urbanisation sans précédent qui a lieu en Chine, la gestion et la distribution des biens collectifs dans les campagnes sont devenues, avec la réquisition des terres collectives à des fins d'urbanisation, la principale source des contradictions et des conflits au sein de la société chinoise. Au début des années 90, l'urbanisation des régions côtières du Sud-Est s'est faite nettement plus rapidement que dans d'autres régions de Chine. Sous la houlette des gouvernements locaux, les villages proches des villes ont progressivement converti les propriétés foncières collectives des villageois en actions avant de les attribuer à des habitants à titre individuel.

Sans modifier le système d'ensemble de propriété collective des terres en zone rurale, ces villages ont mis en place des « sociétés d'actionariat collectif et les villageois sont devenus des actionnaires de ces biens fonciers collectifs, et ont à ce titre touché les dividendes distribués.

Avec cette modalité de société d'actionariat collectif, les gouvernements locaux ont tenté d'adapter la société rurale à l'urbanisation sans changer de manière radicale l'ancienne structure du pouvoir héritée de l'ère des communes populaires. Les membres du conseil d'administration de la société étaient élus par les villageois actionnaires mais les résultats étaient largement dépendants de l'in-



fluence du gouvernement local et des clans du village. Dans la plupart des cas, le secrétaire local du parti devenait « naturellement » le président du conseil d'administration, monopolisant par là le pouvoir politique, économique et social. La société collective continuait à assurer le lien entre le gouvernement local et les villages environnants, devenant par là un instrument aux mains du gouvernement pour faire face aux nouveaux défis de l'urbanisation. Par exemple, la société collective ne se contentait pas de gérer les biens collectifs mais prenait également le relais du gouvernement local pour prendre en charge les infrastructures, la sécurité publique, la protection sociale et la protection de l'environnement dans le village.

Bien que le comité du village et la société collective soient théoriquement des organismes locaux indépendants, l'influence du gouvernement local et des clans du village a souvent prévalu sur les droits démocratiques et indépendants des villageois. Il en résulte une collusion entre le président du conseil d'administration (également secrétaire local du parti) et le gouvernement local pour s'arroger des droits sur les terres collectives et contrôler les ressources publiques.

Ces dernières années, en raison de la revalorisation continue de la valeur des terres, le président du conseil d'administration ou secrétaire local du parti s'est enrichi grâce à la vente ou à la location des terres expropriées. Cette situation a provoqué des mouvements de protestation dans les villages. Depuis le printemps 2012, poussés par les événements dramatiques de Wukan, pratiquement tous les villages qui dépendent des municipalités de Guangzhou et de Shenzhen (dans la province du Guangdong) – sur lesquelles portent les études réalisées par mon insti-

tut de recherche – ont été le théâtre d'une flambée de violence collective liée aux conflits autour de la question de la terre. Dans le cas de la municipalité de Guangzhou, par exemple, après plusieurs années de protestations, les villageois ont fini en 2013 par gagner leur recours contre les dirigeants de la société d'actionnariat initiale, et le conseil d'administration nouvellement élu a signé un nouveau bail concernant la propriété collective, apportant 100 millions de yuans supplémentaires (environ 16 millions de dollars).

À la différence des conflits du travail, les luttes contre les expropriations de terres et la corruption vont de pair avec la défense des intérêts économiques individuels des villageois et avec de réelles menaces pour la légitimité de l'administration locale. Du fait de la complexité des modèles familiaux traditionnels, de l'importance des liens communautaires et de la cohabitation des générations dans les villages, les luttes pour la terre sont généralement longues et représentent une menace sérieuse pour la stabilité sociale du régime. En outre, si l'on ne met pas fin aux mouvements de protestation dans les villages, la redistribution des terres et le développement urbain à venir seront continuellement interrompus. C'est pourquoi les gouvernements locaux ont commencé à prendre des mesures strictes pour enquêter sur la corruption et la réprimer. Ainsi, dans la municipalité de Guangzhou, près d'un quart des cadres locaux du parti ont été sanctionnés pour des activités illégales.

Au sein du système autoritaire chinois, le jeu des procédures (comme peuvent l'être des élections locales ou des actions en justice) constituent un moyen efficace de répondre aux mouvements de protestation. Sachant la

manière dont le gouvernement de la province est venu à bout des protestations de Wukan, les gouvernements locaux des villages où l'opposition de la population est forte et où les preuves de corruption abondent, ont réagi aux conflits autour des saisies de terres en ouvrant une enquête sur les dirigeants locaux jugés suspects et en organisant l'élection de nouveaux dirigeants. En même temps, dans la plupart des villages, les élections ne protègent toujours pas les droits de propriété des villageois mais deviennent au contraire un moyen pour les dirigeants de sociétés collectives d'abuser de leur pouvoir et de chercher à réaliser un profit personnel. C'est pourquoi les villageois ont une opinion affligeante des élections. Ils ne les tiennent pas pour un droit inaliénable du citoyen mais pour un simple moyen de défendre leur intérêt personnel. Ainsi qu'ils nous l'ont dit lors de notre travail de recherche sur le terrain, quiconque gagne les élections en fera finalement usage pour son enrichissement personnel.

Le système actuel de gestion locale, basé comme il l'est sur la propriété collective des terres, nuit considérablement à l'indépendance des villages. Au moment où l'urbanisation progresse, le gouvernement est censé répondre aux besoins de la population et doter les villageois des mêmes droits civiques que les habitants des villes. À ce jour, les relations entre les autorités et les villageois sont en évolution constante, alors même que les deux parties explorent de nouveaux modes de gouvernance locale. Cependant, en dépit de toutes les expériences tentées, sans une transformation du système actuel de propriété foncière, les villageois sortiront nécessairement perdants de ce processus d'urbanisation. ■

# > Aiguillage d'une protestation

## Le cas du barrage des Trois-Gorges

Ying Xing, Université chinoise de Sciences Politiques et de Droit, Pékin (Chine)



Un protestataire du Comté de Yun Yang raconte l'histoire de la protestation menée par He Kechang. Photo de Ying Xing.

**D**ans la société chinoise contemporaine, quand un conflit se déclare entre des responsables publics et des gens ordinaires, il y a principalement quatre moyens pour ces gens ordinaires de trouver une solution – l'action collective, la pétition de groupe, la résistance sur le terrain et l'émeute, la combinaison de la pétition de groupe et de la résistance sur le terrain étant la plus fréquente. Je propose ici une analyse de l'action menée par ceux qui ont été déplacés par le barrage chinois des

Trois-Gorges au cours de la première action collective connue comme le « cas He Kechang ».

846.200 personnes ont été réinstallées sur la zone du réservoir des Trois-Gorges, dont 361.500 venaient de zones rurales. Depuis 1997, il y a eu une pétition de groupe signée par des paysans de la préfecture de Yunyang, dans la municipalité de Chongqing. La pétition de M. He Kechang, le représentant des plaignants, est passée par quatre étapes.

>>

*De la pétition signée par 10.000 personnes à l'envoi d'une pétition de groupe : octobre 1997 à mars 2000.* En juillet 1997, le gouvernement de la préfecture de Yunyang a démarré un projet expérimental à destination de la population déplacée. Mais quand le gouvernement local a annoncé le faible niveau des indemnités proposées, cela a suscité un grand trouble parmi les déplacés. Les paysans de la zone ont décidé d'envoyer des lettres de protestation directement au gouvernement central.

La pétition, signée par 10.000 personnes, a conduit les hauts responsables et les cadres de Chongqing et du gouvernement central à déléguer un groupe de travail auprès de la préfecture de Yunyang. Cependant, les membres du groupe ont conclu leur enquête en niant que « les indemnités pour les déplacés soient insuffisantes », au prétexte qu'il s'agissait d'un malentendu de la part des représentants de la population déplacée qui devaient par ailleurs être blâmés pour être passés par dessus l'échelon de la direction locale. He Kechang et les autres représentants ont été tellement mécontents de ce résultat qu'entre 1998 et 2000, ils ont écrit plusieurs lettres et financé deux voyages à Pékin et plusieurs à Chongqing pour déposer une série de pétitions, toutes étant restées sans réponse.

*La pétition de groupe et l'escalade de la mobilisation locale : mars 2000 à mars 2001.* En mai 1999, le Conseil d'État a décidé de changer la

politique de réinstallation sur le site des Trois-Gorges de façon à ce que les paysans ne soient plus installés sur place mais sur des sites éloignés, ce qui a provoqué une nouvelle vague d'opposition de la part de la population déplacée de Yunyang. Sous la conduite de He Kechang, la population déplacée a adopté une stratégie multiple : la confrontation en face à face et la discussion avec les fonctionnaires locaux ; une organisation améliorée ; la prise de connaissance des politiques menées et la diffusion de l'information relative à la réinstallation ; l'accroissement de la fréquence des pétitions par l'intermédiaire à la fois de lettres et de déplacements à Pékin ; enfin, la communication avec les médias étrangers.

*L'épreuve de l'emprisonnement : mars 2001 à mars 2004.* En mars 2001, He Kechang et deux autres représentants ont fait un nouveau voyage pour déposer une pétition à Pékin, où le gouvernement local de Chongqing les a arrêtés tous les trois. Plus tard, le Tribunal du Peuple de la préfecture de Yunyang a déclaré que l'Organisme d'Investigation sur la Réinstallation défiait le plan de réinstallation du gouvernement et a condamné He Kechang à trois ans de prison et les deux autres représentants à deux ans de prison pour « troubles à l'ordre social ». C'était la première fois que des pétitionnaires des Trois-Gorges étaient condamnés à une peine de prison, et le destin des paysans de Yunyang devint une cause de portée internationale.

*Une bataille sans fin : mars 2004 à ce jour.* Le 11 mars 2004, He Kechang fut libéré après avoir purgé sa peine. Bien qu'il ait enduré des tortures physiques extrêmes en prison, ses jambes ayant été brisées et ses mains déformées, et qu'en août 2002 ses biens aient été confisqués, il a gardé le même esprit combatif. Après sa libération, il a refusé de collaborer avec le gouvernement local, et a continué à collecter de l'information sur les personnes déplacées. Il avait entamé un combat sans fin.

Ce que nous constatons dans le cas de He Kechang, c'est un certain pragmatisme dans le choix des stratégies de protestation, naviguant entre recours juridiques et non juridiques et même les utilisant simultanément. Du point de vue de la population déplacée, la différence entre la règle de droit et la règle du plus fort n'a que peu d'importance. Ce qui est important est l'intérêt pratique d'une stratégie pour la résolution de conflits spécifiques. Lorsqu'ils font appel aux tribunaux, ce n'est pas parce qu'ils croient dans le système judiciaire, et quand ils signent une pétition, ce n'est pas parce qu'ils croient en l'intégrité des hauts responsables. Ils recourent à la fois à l'action en justice et à la pétition car elles constituent un type de recours à leur disposition, de la même façon que ceux qui sont au pouvoir les utilisent aussi comme des stratégies pour gouverner. ■

# > Jan Szczepański

## La construction d'un pont fragile

**Adam Müller, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski, Krzysztof Gubański, Karolina Mikołajewska**, Laboratoire de Sociologie Publique, Université de Varsovie (Pologne)

**Jan Szczepański** (1913-2004) est un sociologue polonais, qui a été Président de l'ISA de 1966 à 1970. Il a été le premier sociologue appartenant au bloc de l'Est à occuper ce poste. Ses écrits ont été maintes fois édités en Pologne, et ses rubriques dans les journaux très appréciées et largement débattues. Il s'est intéressé à des questions de société et a participé activement à la vie politique, comme membre du Parlement de la République populaire de Pologne de 1957 à 1961 et de 1972 à 1985 et membre du Conseil d'État de 1977 à 1982. En sa qualité de Président de l'ISA à la fin des années 60, il a eu à assumer deux tâches particulièrement difficiles. La première fut de mettre en place le dialogue Est-Ouest ainsi qu'avec le Sud Global, ce qui a débouché sur l'organisation du Congrès de l'ISA en Europe de l'Est (à Varna, en Bulgarie). La deuxième fut constituée, d'après ce qu'il a consigné dans son journal, par les tracasseries administratives sous le poids desquelles il s'est senti écrasé dès lors qu'il essayait de résoudre ne serait-ce que des problèmes organisationnels des plus basiques.



| Jan Szczepański, d'humeur festive.

**C**omme l'a noté le sociologue Vinicius Narojek, la spécificité de la situation politique polonaise à l'époque du communisme résidait dans le peu de légitimité de l'État. D'un côté, la majorité de la population estimait, surtout au début, que

le régime communiste était un pouvoir extérieur imposé d'en haut par l'Union soviétique et par conséquent en opposition avec les valeurs traditionnelles de la nation. D'un autre côté, les représentants des autorités eux-mêmes étaient souvent considérés comme un mal inévitable, ac-

>>

ceptables pour autant qu'ils fussent capables de prendre leurs distances par rapport à leur protecteur de l'Est. Un des fondements de la légitimité du régime reposait sur la capacité et la volonté de ceux qui étaient au pouvoir de circonvier la stricte application de la doctrine soviétique. La « Démocratie Populaire », en particulier pendant les périodes de crise (1956, 1970, 1980) était à la fois forte et faible, voulant dominer mais aussi séduire.

L'intelligentsia polonaise a adopté des attitudes fort différentes face à cette situation, pouvant aller de l'opposition totale à un soutien sans faille et enthousiaste au système. Beaucoup ont adopté une position intermédiaire et moralement inconfortable. C'est là qu'on peut situer Jan Szczepański qui, après 1956, a participé à la mise en œuvre d'une nouvelle ligne politique au sein du Parti communiste tout en restant critique vis-à-vis des nombreux abus et distorsions perpétrés par le système communiste. Grâce aux efforts de telles personnes, qui ont établi un pont fragile entre le pouvoir absolu et les élites intellectuelles, il est devenu possible pour l'intelligentsia polonaise de conserver une autonomie relative. En assumant une certaine liberté d'action, l'intelligentsia a joué un rôle essentiel dans la création des structures qui seraient plus tard à l'origine du mouvement d'opposition Solidarnosc. Dans la plupart des pays du bloc soviétique, les départements de sociologie n'existaient pas dans les universités parce que les Instituts du marxisme-léninisme avaient le monopole de l'interprétation de la vie sociale. À cet égard, la renaissance

des sciences sociales qui s'est produite en Pologne après la mort de Staline a été un fait inhabituel au sein du bloc soviétique. Elle a permis l'apparition de sociologues polonais qui ont été aussi de grands intellectuels engagés dans le débat public, tels que Jan Szczepański, Maria Ossowska et Stanisław Ossowski, Zygmunt Bauman, Maria Hirszowicz et Stefan Nowak – qui sont tous des personnalités familières et célèbres.

La position particulière que Szczepański a été capable de soutenir dans ces circonstances difficiles – en tant que sociologue indépendant conseillant un gouvernement autoritaire en matière d'éducation et de politique sociale – a pu lui permettre de pratiquer la sociologie publique pendant cette période sombre. Il se considérait non comme un universitaire détaché mais comme un chercheur préoccupé au plus haut point par les problèmes de société de son temps et mettant en avant des solutions possibles. En raison de son influence sur la vie politique, Szczepański a permis à d'importants scientifiques polonais de voyager à l'étranger. Il s'est aussi battu pour qu'une somme destinée à payer l'impression soit allouée aux institutions publiques afin que de nombreux sociologues et autres intellectuels puissent publier leurs ouvrages. Il a même participé à des mouvements de protestation sociale, ce qui était très rare à l'époque stalinienne, et particulièrement courageux. Par exemple, en 1954, il a fait partie des 34 intellectuels qui ont signé une lettre de protestation contre la censure, bien qu'après les premières arrestations il ait retiré son soutien.

Il fut un journaliste et chroniqueur très lu. Ses fonctions politiques lui donnaient la possibilité de critiquer dans une certaine limite les autorités. Il a atteint tout un public grâce ses articles, ce qui lui a donné une influence sur les esprits et les opinions d'une génération entière de Polonais. Il a ainsi introduit dans le discours public des concepts de base de la sociologie, créant un espace avec un minimum de débat public à une époque où la liberté de parole était précaire. Cependant, cette façon de pratiquer la sociologie a eu pour conséquence qu'aujourd'hui – dix ans après sa mort – Szczepański est pratiquement oublié en Pologne. Malgré ses centaines de publications qui traitaient des problèmes de notre temps, il n'a pas laissé derrière lui de théorie durable ni d'école de pensée marquante. À l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, une série d'événements et de conférences ont été organisés par l'Académie des Sciences polonaise et l'Association polonaise de Sociologie, mais son nom trouve aujourd'hui peu d'écho auprès des étudiants en sciences sociales.

La vie de Jan Szczepański a été une lutte constante pour améliorer le sort des gens – une tentative pour tenir la promesse d'un « socialisme à visage humain ». Son exercice d'équilibriste prouve que même dans un système extrêmement antidémocratique, un espace pour la sociologie publique peut être trouvé. Cependant, une telle possibilité a eu un coût : celui d'être piégé dans une série d'impasses et d'avoir à faire des compromis inconfortables. ■

# > Pologne :

## Mainmise néolibérale sur l'enseignement supérieur

**Dariusz Jemielniak** et **Karolina Mikołajewska**, Université Kozminski, Varsovie (Pologne)



*Des étudiants et des enseignants participent à une assemblée de la Nouvelle Ouverture de l'Université, une ONG polonaise fondée par des étudiants de doctorat pour mener des recherches sur l'université polonaise. Photo reproduite avec l'aimable autorisation de la Nouvelle Ouverture de l'Université.*

Ce n'est pas la première fois que la situation des universités polonaises est abordée dans les pages de *Dialogue Global*. Dans le numéro 2.4, des membres du Laboratoire de Sociologie Publique attiraient l'attention sur les réformes néolibérales mises en place dans les universités polonaises.<sup>1</sup> Au cours des sept dernières années, le système universitaire polonais a connu des changements majeurs, sous prétexte que l'université polonaise devait s'adapter aux normes internationales. Si la cause est sans doute noble et globalement soutenue, dans la pratique elle a eu nombre de conséquences négatives, ce qui a eu pour effet d'aggraver la situation au lieu de l'améliorer.

Pour comprendre la situation dramatique des universités polonaises, il peut être utile de décrire brièvement un certain nombre d'éléments clés de la transformation structurelle en

cours, que nous considérons comme particulièrement problématiques. Le moment est d'autant plus opportun que la Pologne a une nouvelle ministre de l'enseignement supérieur, Lena Kolarska-Bobińska, qui est professeur de sociologie et ancienne députée au Parlement européen. Elle affirme vouloir poursuivre la politique de son prédécesseur.

Seul 0,4% du PIB national est consacré à l'enseignement supérieur, ce qui place la Pologne aux derniers rangs des pays de l'Union européenne. Il faut par ailleurs souligner que même si les Polonais ont désormais accès aux fonds européens pour la recherche, ils les sollicitent rarement et les obtiennent encore plus rarement. Les changements récents intervenus dans le système universitaire se sont traduits par davantage de ressources publiques allouées aux agences de financement de la recherche nou-

vement créées, comme le Centre National des Sciences (NCN) plutôt que d'être affectées directement aux établissements universitaires. Mais au niveau national, le système d'octroi de subventions – officiellement destiné à promouvoir le mérite et le professionnalisme – renforce les disparités entre les différentes régions. L'immense majorité des subventions pour la recherche sont accordées à des chercheurs de la province de Mazovie, dominée par la capitale, Varsovie.

Ces inégalités sont renforcées par la manière dont est organisée la compétition pour l'obtention d'un financement pour le doctorat – 20% de l'évaluation globale du projet de recherche dépend des réalisations du directeur de recherche, ce qui donne un avantage considérable aux étudiants qui intègrent les établissements universitaires où enseignent les professeurs les plus réputés. Cette compétition

>>

pour obtenir des ressources limitées est aggravée par un nombre 15 fois plus élevé qu'il y a 20 ans de candidats pour le doctorat. En même temps, le taux d'étudiants achevant leur doctorat a seulement doublé sur la même période.<sup>2</sup> Ceci est dû au fait que seul un faible pourcentage de doctorants obtiennent des bourses d'études alors que des postes d'assistant de recherche et de maître de conférences ont été supprimés dans la plupart des universités, de sorte que les étudiants de troisième cycle en viennent à former une nouvelle classe précaire d'universitaires « jetables ».<sup>3</sup>

Ce processus est largement lié à l'évolution démographique globale de la Pologne, qui a eu un impact important sur la structure des universités. La proportion des jeunes qui à la fin de leurs études secondaires s'inscrivent à l'université est passée de 9,8% au début de la transformation postsocialiste à 50% aujourd'hui, l'un des taux les plus élevés du monde. En même temps, les fonds publics qui étaient attribués aux universités étaient fonction du nombre d'étudiants, avec seulement une part limitée réservée à la recherche (bourses de courte durée et peu de possibilités d'emplois stables). Comme la Pologne fait actuellement face à une crise démographique, qui s'accompagne d'une baisse du nombre d'étudiants, les universités sont confrontées à des difficultés financières qui ont essentiellement touché les départements qui ont le plus de mal à attirer des étudiants. La décision récente de fermer la filière de philosophie à Białystok, dans le nord-est de la Pologne, et d'ouvrir à la place une faculté de sciences cognitives – qui est susceptible d'attirer un plus grand nombre d'étudiants – a largement retenu l'attention. Dans toute la Pologne, des instituts publics de philosophie (ainsi que d'autres départements de sciences humaines) connaissent des difficultés particulières depuis que les matières secondaires sont devenues payantes – les sciences

humaines étant habituellement choisies comme matière secondaire, c'est un luxe auquel des étudiants doivent désormais renoncer.

En même temps, la devise officielle qui est d'assurer une recherche de qualité est plutôt problématique. Par exemple, le Ministère des Sciences a introduit un exercice d'évaluation de la recherche qui repose sur un classement des revues scientifiques en grande partie fondé sur celui du « Journal Citation Report » (JCR) à la méthodologie douteuse et qui appartient au groupe privé Thomson Reuters. Même si le classement du JCR est sensé, son application à la Pologne fausse l'évaluation du mérite scientifique : les revues qui n'apparaissent pas dans la liste du JCR le sont pour des raisons qui manquent de transparence, de nombreuses publications de qualité sont omises, et les classements cherchent l'impossible, à savoir à comparer les résultats dans des domaines aussi divers que la biologie, la sociologie, les lettres classiques, en passant par le droit et à la médecine. Tous les autres types de publications sont considérés comme inférieurs, et sans faire aucune distinction entre elles, ce qui fait qu'une monographie publiée par Oxford University Press « vaut » autant qu'un quelconque livre publié à compte d'auteur, pour autant que le texte soit en anglais. Les effets d'une telle politique, en particulier pour les sciences humaines et les sciences sociales, sont désastreux et ignorés.

Bon nombre des réformes, dont la cage de fer que représente l'évaluation de la production scientifique, sont motivés par le besoin de contrôler plutôt que par une exigence de qualité. Par exemple, tous les enseignants doivent désormais préparer des plans de cours détaillés qui sont évalués d'après un système national destiné à mesurer les résultats de leur enseignement. La nette augmentation de la bureaucratie vise à consigner ce que les enseignants font plu-

tôt qu'à s'assurer que ce qu'ils font présente de l'intérêt.

Le discours néolibéral sur la « qualité » à l'université conduit à exalter la recherche appliquée et à dénigrer les domaines qui ne rapportent pas des bénéfices immédiats (comme la philosophie et la sociologie). Mais même cette notion de qualité n'est pas entièrement cohérente. Par exemple, les universités non publiques en Pologne – fondées après 1989 et gérées comme des établissements à but non lucratif – ne peuvent pas recevoir de financements publics pour les cours qu'elles assurent, même si la qualité de l'enseignement et de la recherche y est supérieure à celle qu'on trouve dans les universités publiques et même si les cours sont plus rentables. Tout cela semble indiquer que les réformes ne visent pas à améliorer l'enseignement supérieur mais sont plutôt conçues pour réduire l'autonomie des universitaires.

La situation des universités polonaises est grave mais pas isolée : des universités du monde entier rencontrent les mêmes difficultés et les mêmes problèmes. À moins que la communauté scientifique en général, et les spécialistes en sciences sociales en particulier, ne formulent des propositions concrètes et constructives pour suggérer de nouveaux modes d'organisation de l'enseignement supérieur, en répondant aux préoccupations des tenants des réformes tout en cherchant à éviter les conséquences désastreuses des changements actuels, la situation ne peut qu'empirer. Il se pourrait même que le moment d'agir soit déjà passé. ■

<sup>1</sup> « Une ou plusieurs sociologies ? Un dialogue polonais », *Dialogue Global* 2:4, mai 2012

<sup>2</sup> Michalak D., « Studia doktoranckie w Polsce – łatwo zacząć, trudniej skończyć, » mars 2013 : <http://noweotwarcie.wordpress.com/2013/03/11/studia-doktoranckie-w-polsce-latwo-zaczac-trudniej-skonczyz/>

<sup>3</sup> Éditorial: « The disposable academic, » *The Economist*, 2010, consulté sur : <http://www.economist.com/node/17723223>

# > Lettre ouverte sur la réforme de l'enseignement supérieur

Présentée à l'Association polonaise de Sociologie par le Laboratoire de Sociologie Publique de l'Université de Varsovie et la Section Critique de l'Université Jagellonne de Cracovie (Pologne)

Le XV<sup>e</sup> Congrès de l'Association polonaise de Sociologie s'est tenu en septembre 2013 à Szczecin. À la suite d'une série de débats entre étudiants, le Laboratoire de Sociologie Publique a publié une lettre ouverte sur les changements qui sont à l'œuvre dans l'enseignement supérieur. La lettre a été lue lors du Congrès, où elle a rencontré un écho considérable auprès des participants. En janvier 2014, Varsovie a accueilli une conférence sur le thème « La sociologie et les sociologues dans la Pologne actuelle », à laquelle un seul représentant des étudiants a été invité. Nous présentons ici la lettre, écrite par Krzysztof Gubański, qui établissait un diagnostic des problèmes rencontrés par les étudiants et des solutions possibles à la crise de l'enseignement supérieur.



*Au Congrès des Jeunes Sociologues organisé à Cracovie, des étudiants polonais discutent des dilemmes de la réforme de l'enseignement supérieur.*

Mesdames et messieurs, chers professeurs d'université,

**N**ous formons un groupe d'étudiants préoccupés par les problèmes de l'enseignement supérieur. Nous ne prétendons pas représenter la voix de tous les étudiants en

sociologie. Cependant, en tant que représentants d'organisations étudiantes de l'Université de Varsovie et de l'Université Jagellonne à Cracovie, nous voudrions faire connaître les débats animés auxquels nous avons participé sur les changements intervenus récemment à l'université, et montrer par là que les étudiants ne

>>

sont pas apathiques, contrairement à ce que l'on dit souvent d'eux. Nous avons organisé une série de réunions et de séminaires sur ces questions, qui ont eu un grand retentissement<sup>1</sup>, témoignant de la volonté des étudiants d'exprimer eux-mêmes leur opinion plutôt que de laisser d'autres parler en leur nom.

C'est avec préoccupation que nous observons comment le débat public sur la réforme de l'enseignement supérieur ignore le point de vue des chercheurs. Le Ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur, qui a joué les médiateurs, refuse aux chercheurs le droit de voter, les traitant comme une opposition conservatrice aux changements par ailleurs progressistes allant dans le sens de la modernisation. Qui plus est, la résistance aux réformes est perçue comme la défense de privilèges acquis au sein d'un système pathologique, ce qui correspond à la représentation qui est donnée du milieu universitaire d'aujourd'hui. En même temps, les promoteurs de la réforme la justifient en affirmant qu'elle défend les intérêts des étudiants en les émancipant vis-à-vis d'un système éducatif sclérosé. Mais l'intérêt des étudiants reste un pur produit de l'imagination puisque leur opinion n'est jamais prise en compte. Les organisations étudiantes qui parviennent à s'élever au-dessus des particularismes du quotidien, dans le meilleur des cas se heurtent à l'indifférence, et sont souvent accusés d'avoir une réflexion qui manque d'objectivité ou d'être incapables d'exposer clairement leurs propres revendications.

L'exposé de la réforme insiste sur l'opposition (présumée) irréconciliable – marché/monde universitaire –, qui entraîne deux formes de résistance chez les chercheurs. La première stratégie consiste pour les chercheurs à défendre leur position au moyen d'arguments qui reconnaissent le bien-fondé des règles du

marché, ce qui revient à accepter la description que donne le ministère de la situation, inspirée du nouveau management public et des idéologies néolibérales. La seconde stratégie consiste à défendre la position conservatrice, ce qui revient à soutenir le bien-fondé d'une communauté idéalisée, y compris l'élitisme et l'autonomie institutionnelle qui vont avec. Mais quel sens donner à l'autonomie ici ? Il s'agit de l'autonomie vis-à-vis des forces du marché et de l'État, mais cette autonomie est impraticable. Une défense aussi conservatrice alimente le discours du ministère qui traite les chercheurs de réactionnaires féodaux.

Au lieu de ces accusations et contre-accusations prétentieuses à l'encontre d'une soi-disant « fraude éducative », nous proposons un dialogue public mutuellement enrichissant sur les caractéristiques et les besoins de l'université moderne. Nous proposons que les enseignants considèrent les étudiants comme leur premier public mais aussi comme une courroie de transmission du savoir sociologique de l'université vers des publics plus vastes. À l'opposé de la logique défendue par le gouvernement d'une relation de prestataire de services à client, les universitaires jouissent encore d'autorité et devraient déterminer les processus de socialisation professionnelle. Par leur attitude et dans leur enseignement, nous aimerions que nos professeurs mettent en avant la variété des usages possibles du savoir sociologique au lieu de se limiter à ses usages conventionnels. Un exemple de cela pourrait être le développement de la production collective de savoirs au travers d'une lutte commune en faveur d'une participation égale aux débats sur l'enseignement supérieur en Pologne et en Europe.

Nous pensons que les étudiants de licence et de master – présentés comme les principaux bénéficiaires des réformes – sont susceptibles de

s'opposer à l'interprétation opportuniste de la résistance aux réformes qui qualifie cette résistance de « convulsions réactionnaires de l'université féodale ». Cela n'a pas encore été le cas jusqu'à présent, en dépit de nos efforts pour impliquer les étudiants. Un des éléments du problème est que les étudiants ne connaissent pas suffisamment les réformes (ce que nous essayons de corriger) mais aussi qu'il y a un manque de soutien et de leadership de la part des enseignants avec lesquels ils partagent leurs activités quotidiennes et leurs problèmes communs. En cédant le terrain du débat public à des experts externes à l'université, chercheurs et étudiants sont tous deux perdants. Lorsque les professeurs vont jusqu'à perdre leur influence sur les conditions qui prévalent au sein de l'université, les étudiants cessent de concevoir leurs compétences comme un instrument potentiel de transformation sociale et se laissent gagner par l'indifférence.

Au lieu de l'atomisation actuelle du milieu universitaire, qui renforce la position hégémonique du ministère, nous lançons un appel en faveur d'une alliance des enseignants et de tous les étudiants. Nous pensons que l'Association polonaise de Sociologie peut servir de catalyseur pour étendre la participation et développer la responsabilité concernant le sort de la sociologie. Cette lettre est une invitation au dialogue, un prélude à la collaboration et à l'action concertée. Nous en appelons donc à nos maîtres – pour qu'ils reconnaissent notre capacité d'action dans la poursuite conjointe des intérêts que nous avons en commun. ■

<sup>1</sup> Par exemple, le III<sup>e</sup> Congrès de Jeunes Sociologues sur le thème « La sociologie de demain – Débat entre étudiants qui se sentent concernés » (Cracovie, juin 2012) ; le IV<sup>e</sup> Congrès de Jeunes Sociologues sur le thème « Les dilemmes de la communauté étudiante face aux changements dans l'enseignement supérieur – La résistance ou l'adaptation » (Cracovie, juin 2013) ; le Marathon critique d'été, sur le thème « La capacité d'action des étudiants dans le système éducatif » (Rabka, juin 2013).

# > L'équipe turque de Dialogue Global

**N**ous nous sommes lancés dans la traduction de *Dialogue Global* avec le numéro 2.4. Dans un premier temps, il n'a pas été facile de trouver des personnes prêtes à participer à cette aventure et d'organiser l'équipe. Mais à présent, notre équipe est à peu près établie. Nous vivons et travaillons dans différentes villes de Turquie. Malgré les distances considérables qui nous séparent les uns des autres, nous parvenons à poursuivre notre travail grâce aux médias numériques. Vous trouverez ci-après plus de détails sur chacun des membres de l'équipe turque de *Dialogue Global*. ■



**Aytül Kasapoğlu** est professeure de sociologie à l'Université d'Ankara. Elle s'intéresse principalement à la sociologie des catastrophes, la sociologie de la santé et de la maladie, les méthodes en sciences sociales et l'étude des problèmes sociaux.



**Nilay Çabuk Kaya** est professeure de sociologie à l'Université d'Ankara. Elle s'intéresse principalement aux questions de genre et à la sociologie du développement.



**Günnur Ertong** est titulaire d'une licence d'économie de l'Université de Bilkent (2003) et d'un master d'économie de l'Université d'Ankara (2005). En 2011, elle a obtenu son doctorat de sociologie à l'Université d'Ankara pour sa thèse sur *La confiance dans le système de santé et la relation patient-médecin*. Elle a travaillé au Ministère turc de la Santé de 2007 à 2012. Actuellement, elle travaille au Service des Statistiques sociales, de la Recherche et du Développement du Conseil turc de Recherche scientifique et technologique. Ses principaux sujets de recherche concernent la confiance dans le système de santé, les violences à l'encontre des professionnels de la santé et, plus récemment, les enfants en situation de risque.



**Zuhâl Yonca Odabaş** est titulaire d'une licence de l'Université d'Ankara et d'un master de sociologie de l'Université technique du Moyen-Orient. En 2009, elle a obtenu de l'Université d'Ankara son doctorat en sociologie pour sa thèse sur *La gestion des catastrophes et le genre*. Elle est actuellement maître de conférences au sein du département de sociologie de l'Université Ataturk. Ses centres d'intérêt incluent la sociologie de la santé et de la maladie, la sociologie des catastrophes et les questions de genre.



**Gizem Güner** est titulaire d'une licence d'économie obtenue en 2013 à l'Université Hacettepe d'Ankara. Elle projette de faire un master de sociologie et s'intéresse aux questions de la violence en relation avec la classe sociale et l'appartenance ethnique. Elle a rejoint l'équipe turque de traducteurs de *Dialogue Global* en janvier 2013 et travaille actuellement comme auditrice interne dans une entreprise privée.



**Zeynep Baykal** est titulaire d'une licence de science politique de l'Université Bilgi d'Istanbul et d'un master de sociologie de l'Université technique du Moyen-Orient. Son mémoire, *La construction de l'identité arménienne en Turquie : le cas de Yeşilköy*, a été récompensé par l'Association turque des Sciences sociales en 2013. Elle poursuit actuellement des études de doctorat en sociologie à l'Université technique du Moyen-Orient. Elle travaille sur l'appartenance ethnique, l'identité, les études culturelles et la sociologie de l'art. Elle s'intéresse également à la critique de théâtre et à la dramaturgie et poursuit des études au département de critique théâtrale et de dramaturgie de l'Université d'Istanbul. Elle fait partie de l'équipe turque de *Dialogue Global* depuis octobre 2012.